

*Présenté en Assemblée Départementale
le 18 novembre 2013*

LIVRE BLANC

L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX D'ALLEMANT :
SON EXPLOITATION ET L'OPPORTUNITE DE SA NOUVELLE EXTENSION

Commission Départementale

Président : Jean-Jacques THOMAS

Membres : Noël GENTEUR
Pierre-Marie LEBEE
Michel LAVIOLETTE
Serge VALLEE
Isabelle VASSEUR

Secrétariat

Sabine CORCY
Philippe COZETTE

SOMMAIRE

Préface	7
I. Contexte de réalisation du livre blanc et démarche	11
A. L'origine du livre blanc	11
B. La démarche adoptée	11
1. Création d'une Commission Départementale et calendrier	11
2. Les acteurs rencontrés	12
3. Des visites de sites et de collectivités :	12
II. Présentation de l'installation de stockage de déchets non dangereux d'Allemant	13
A. L'organisation de la filière déchets dans l'Aisne	13
1. La planification déchets	13
2. Le traitement des déchets	13
B. Les caractéristiques du site d'Allemant	14
1. Situation géographique	14
2. Données administratives issues de l'arrêté préfectoral	14
3. Le type et les quantités de déchets enfouis	15
C. Les faits déclenchants	16
1. Le poids du passé : la décharge de Vauxaillon	16
2. Les nuisances actuelles	16
3. Les facteurs d'amplification des craintes	16
4. La situation de blocage	17
III. Le constat : les problèmes rencontrés, l'origine des nuisances et leur gestion	19
A. Les émanations de biogaz	19
B. Les carences en matière d'exploitation du site	19
1. Les défauts du réseau de captage et transfert du biogaz	19
2. La couverture des casiers	19
3. Les tentatives de fonctionnement du site en mode bioréacteur	20
4. L'impact du compactage des déchets	20
C. Les insuffisances de l'exploitant en matière de prise de décision et de communication	20
1. Les prises de décision et l'encadrement	20
2. Une communication inadaptée	21
D. Les réponses apportées par l'exploitant	21
1. La mise en place d'un jury de nez	21
2. La réalisation d'une campagne de mesure de la qualité de l'air	21

IV. Les propositions de la Commission Départementale	25
A. Des mesures générales	25
1. La tarification incitative.....	25
2. La mise en place d'un pré-traitement ou Tri-Mécano-Biologique.....	26
B. S'appuyer sur les services de l'Etat pour assurer la fin d'exploitation du site.....	28
1. Les modalités de suivi du site	28
2. Le site au 30 juin 2015.....	28
C. Anticiper les difficultés d'exploitation en s'appuyant sur de nouveaux équipements ou des aménagements à réaliser	28
1. La mise en place de nouveaux équipements.....	28
2. Recommandations sur les modalités d'exploitation	29
3. Recommandations vis-à-vis de la qualité de l'air et des odeurs	29
D. Des études complémentaires ponctuelles sur site	30
E. La transparence de l'action de l'exploitant : communiquer de façon pertinente vers l'extérieur, le grand public et les élus locaux.....	30
1. La place primordiale de l'Etat et des réunions de la Commission de Suivi de Site (CSS, ex-CLIS)	30
2. Restaurer le dialogue en confortant la place des intercommunalités	31
3. Adapter la communication en situation de crise ou en prévision d'événement.....	31
F. LES VINGT-SIX PROPOSITIONS DE LA COMMISSION	32
V. Annexes	33

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Pour chaque acteur rencontré, les comptes-rendus sont établis de manière individuelle. De manière à les structurer et à aider à leur lecture, les sujets abordés ayant été redondants lors des différents entretiens et au cours d'un même entretien, un plan unique a donc été utilisé pour leur présentation.

1. Présentation de l'acteur

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

2.2. Communication

3. Les actions engagées par l'acteur

4. Solutions préconisées ou proposées

4.1. Captage du biogaz

4.2. Qualité de l'air et autres risques

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

L'objectif de cette organisation est de synthétiser sur des mêmes thèmes les propos. Devant la diversité des personnes rencontrées et des compétences des structures qu'elles représentent, il est cependant possible que certains chapitres soient vides ou peu fournis lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'acteur auditionné. Avec cet ordre retenu, les propos ne sont donc pas nécessairement retranscrits chronologiquement.

Pour certains acteurs, dont ATMO Picardie et l'Ecole des Mines de Douai, en raison de leur niveau d'intervention, le parti a été pris d'adopter un plan différent et spécifique aux propos tenus.

L'ensemble des textes reprennent les propos tenus par la ou les personnes auditionnées. Les propos ou commentaires tenus par les membres de la Commission du Conseil général ne sont, eux, pas retranscrits. Ils ne servent, en effet, qu'à faire préciser les positions ou les propositions de l'interlocuteur. Enfin, les documents remis par l'acteur rencontré en cours d'audition sont intégrés après chaque compte-rendu.

VINGT-SIX PROPOSITIONS POUR ALLEMANT ET POUR L'AISE

Les anciennes décharges ont empoisonné le quotidien de bien des riverains, mais également de nombreux Conseils municipaux. Qu'en est-il pour les centres d'enfouissement technique ? Une certitude, leur gestion ne doit pas se limiter aux seules règles édictées par le législateur, les lois nationales et les directives européennes, sans prendre en compte les questions de santé publique.

Sur **45 ha**, le **site d'Allemant**, entre Laon et Soissons, est aujourd'hui au centre d'oppositions - parfois rudes -, de **blocages**, y compris entre les représentants élus des communes. D'un côté, les gestionnaires d'une installation de stockage créée en 1996, pour accueillir les **déchets non dangereux**, dont environ un **tiers d'ordures ménagères** sur les **96 000 tonnes enfouies en 2012** ; de l'autre, des **associations de défense de l'environnement** dénonçant nuisances, pollutions et même atteinte à la santé. Au milieu, des **élus** et une **population** désireuse, évidemment, de se protéger, mais également, elle-même, productrice de déchets et, à ce titre, directement ou indirectement, responsables de leur gestion.

Face à l'absence de dialogue, à des positions parfois dogmatiques et aux accusations des différents protagonistes, le Président du Conseil général, Yves Daudigny, a souhaité qu'une **Commission indépendante et pluraliste** éclaire l'Assemblée départementale sur les installations **d'Allemant**, mais également sur **son avenir**.

Du **10 juillet au 21 octobre 2013**, les membres de cette Commission ont auditionné **vingt élus, représentants associatifs, gestionnaires du site et techniciens**. Leur intime conviction ajoutée aux informations demandées, et le plus souvent obtenues, les ont amenés à formuler des **préconisations** qu'ils espèrent prises en compte par **l'Etat**, eu égard à ses **responsabilités** en la matière, mais également dans le **futur plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux** porté par le Conseil général de l'Aisne.

Incontestablement, **l'enfouissement des déchets ultimes** constitue la meilleure solution dès lors que le **département de l'Aisne** a fait le choix en 2008 de **ne pas retenir l'incinération** pour traiter ses déchets. De même, au **début des années 80**, la **récupération et la valorisation du gaz** produit dans les casiers des centres d'enfouissement par la dégradation naturelle de la matière organique sont apparues comme un **progrès technique**.

Pour autant, avant d'être transformé en électricité ou en chaleur, essentiellement composé de méthane et de gaz carbonique, le biogaz peut causer des nuisances dès lors qu'il est mal capté ou pire, s'il s'évapore dans l'atmosphère. Depuis **l'hiver 2008-2009, à Allemant**, personne ne conteste les **problèmes récurrents**. Ni même, les **dysfonctionnements du site industriel**, niés au début, mal appréciés ou, dans le pire des cas, dissimulés.

La mobilisation des **associations de défense de l'environnement** aura incontestablement permis une **prise de conscience individuelle et collective**. Elle aura également **obligé les gestionnaires** du site d'Allemant à **prendre la mesure des problèmes** et à **intervenir** - certes tardivement – mais, aujourd'hui, à **s'engager** dans une **couverture définitive des casiers** et dans des **mesures de qualité de l'air**.

L'absence de confiance liée au poids du passé et, notamment à l'exploitation de l'ancienne décharge de Vauxaillon, ajoutée à l'absence de réponses aux questions posées explique, en partie, les blocages actuels.

Les **mesures réclamées par certains protagonistes** alors qu'ils les **interdisent** sur le territoire de leur commune, la **mise en cause de scientifiques** et la **dénonciation de résultats**, mais, également, l'absence de transparence, retards, souvent systématiques, **dans les améliorations exigées** lors des mises en demeure de la part de l'Etat, nécessitent d'abord de rétablir le dialogue : au sein de la Commission de suivi de site (CSS), organe essentiel de concertation, mais également des **deux intercommunalités** dans lesquelles l'ensemble des élus est représenté. Après sa présentation en assemblée départementale, le 18 novembre 2013, le **livre blanc** doit être l'occasion d'un **débat serein et dépassionné** avec les **Bureaux des deux Communautés de communes**.

Sur un plan pratique, la commission du Conseil général formule **26 propositions techniques**, allant de la **correction des réseaux de captage du biogaz** à l'**installation de vannes automatisées**, l'**implantation de huit puits de captage de gaz** à l'hectare en passant par des **mesures permanentes** et des **analyses de la qualité de l'air en durée et en fréquences suffisantes sur et autour du site**, mais également l'**étude par scanner des fuites diffuses de biogaz sur le site**.

De même, comme c'est déjà le cas lors d'intempéries, d'inondation ou de non circulation des transports scolaires, la **population** et les **élus** doivent être **rapidement alertés par SMS** et les **informations doivent circuler sur un site dédié**.

Enfin, si un arrêté préfectoral fixe au 30 juin 2015 la fin d'exploitation du site, le tonnage admis ne sera pas atteint à cette date. D'où la **proposition de la commission** d'accorder une **dérogation à l'exploitant jusqu'en mai 2016**.

Au terme de ce **délai supplémentaire limité à dix mois**, nécessaire pour arriver aux 1 700 000 tonnes admises, le **site d'Allemant ne devra plus recevoir de déchets fermentescibles**.

Cette position s'inscrit dans un **contexte environnemental et réglementaire plus large** et dans une chaîne de traitement des déchets dont le premier maillon est directement lié à la collecte au porte-à-porte.

Diminuer les déchets enfouis passe d'abord par une **valorisation des déchets collectés**. Les Communautés de communes du pays de la Serre et de la région de Château-Thierry, comme les collectivités de Sarrebourg et d'Alsace visitées, s'engagent dans une **tarification à la levée**. La diminution du tonnage de fermentescibles collectés peut alors être estimée entre 20 % et 50 % les premières années. Par ailleurs, il est possible de diminuer le volume des ordures ménagères collectées au domicile.

Certes, les volumes augmenteront dans les déchèteries et pour les déchets valorisables. Malgré tout, la **redevance incitative** favorisera la **prise de conscience des populations**. L'**extension** future des **consignes «Eco-emballages»** permettra de recycler davantage de matériaux et de diminuer le tonnage d'ordures ménagères. De même, importe-t-il de rappeler que la redevance incitative est indépendante du mode de traitement des déchets.

Néanmoins, la **mise en place d'un pré-traitement** ou d'un **tri mécano-biologique** nécessitera l'implantation de **deux unités sur le Nord et le Sud de l'Aisne**. En raison de la durée d'exploitation préconisée à Allemant, cet équipement ne paraît pas opportun.

Le pré-traitement proposé sera également complété par la **valorisation de sous-produits** (compost, combustibles solides de récupération) lorsque les évolutions techniques le permettront.

A terme, le Grenelle de l'Environnement amènera les gros producteurs à **valoriser les bio-déchets**. L'**Aisne**, comme l'ensemble des départements, doit s'y préparer. **Les centres de Grisolles et de Flavigny également.**

Enterrer des fermentescibles est aujourd'hui dépassé. L'enfouissement n'est pas pour autant banni. Après une **valorisation volontariste**, il ne doit concerner **que les déchets ultimes ou stabilisés**. **Supprimer les odeurs** passe également par la **suppression de la production actuelle de biogaz** dans les centres d'enfouissements ou, **pour la part résiduelle**, par une **meilleure captation**, mais surtout par de **nouvelles pratiques expliquées et partagées**.

Sur ce point, **élus, associations, gestionnaires** doivent, non seulement, **se retrouver**, mais **travailler ensemble**.

A Allemant comme ailleurs.

Jean-Jacques THOMAS

1 - CONTEXTE DE RÉALISATION DU LIVRE BLANC ET DÉMARCHE

A. L'ORIGINE DU LIVRE BLANC

Une installation de stockage de déchets se crée sur le site d'Allemant en 1996. Si l'installation ne cause pas de nuisance particulière pendant les douze premières années, à partir de l'hiver 2008-2009 les premières nuisances olfactives sont ressenties par les populations. Ces nuisances se répètent épisodiquement. Elles sont variables en fréquence et en intensité. La communication engagée par l'exploitant auprès de la population et des élus et les actions correctives sont, dès lors, peu satisfaisantes. Les relations n'ont eu de cesse de se tendre entre les différentes parties et se cristallisent au point que le dialogue ne soit aujourd'hui totalement rompu entre certains élus et l'exploitant. La perspective d'un dossier de demande d'extension du site au-delà du 30 juin 2015 date de fermeture prévue dans l'arrêté préfectoral renforce les craintes de la population sur un impact du site sur la santé humaine.

Dans ce contexte tendu, à l'initiative des conseillers généraux Daniel Counot, Fawaz Karimet et Pierre-Marie Lebée, l'Assemblée départementale, réunie le 4 février, formule le vœu de la réalisation d'un livre blanc sur l'exploitation de l'installation d'Allemant et l'opportunité de son extension.

Le présent document, présenté en Assemblée départementale le 18 novembre 2013, constitue par conséquent le livre blanc rédigé à la demande du Président du Conseil général Yves Daudigny.

B. LA DÉMARCHE ADOPTÉE

1. Création d'une Commission Départementale et calendrier

Suite à la réunion du 4 février 2013, une Commission départementale est créée et le Président du Conseil général a chargé Jean-Jacques Thomas de la présider et de conduire le travail jusqu'à production du livre blanc. Cette Commission, plurielle et pluraliste, est composée des membres suivants : Président : Jean-Jacques Thomas
Membres : Noël Genteur, Pierre-Marie Lebée, Michel Laviolette, Serge Vallée et Isabelle Vasseur. Souhaitant travailler en toute indépendance, elle a conduit le travail seule, avec le support en terme de logistique et de secrétariat, des Services du Conseil général.

La démarche a été marquée du 10 juillet au 21 octobre 2013 par les auditions des différentes parties concernées, les visites de sites et de collectivités : d'Allemant, le 19 septembre 2013, de deux collectivités externes au département, l'une en Moselle et l'autre dans le Bas-Rhin les 9 et 10 octobre 2013, d'un travail de la Commission à l'élaboration du livre blanc jusqu'au 18 novembre 2013 et de la présentation en Assemblée départementale le 18 novembre 2013.

2. Les acteurs rencontrés

Les personnes suivantes ont été rencontrées :

- L'exploitant du site SITA-DECTRA,
- Les élus locaux (les Maires d'Allemant, Pinon, Vauxaillon, Laffaux et les Présidentes de la Communauté de communes des Vallons d'Anizy et de la Communauté de communes du Val de l'Aisne),
- Deux Conseillers généraux à l'origine du vœu (Daniel Counot et Fawaz Karimet),
- M. Glantzlen, accompagnant de Daniel Counot lors de son audition, retraité, ancien professionnel du domaine des déchets et ancien militant écologiste,
- Le Président du Syndicat de traitement des déchets VALOR' AISNE,
- Les autorités compétentes en matière de suivi d'exploitation du site : la DREAL,
- Le Président du Comité scientifique pour la qualité de l'air (initiative SITA-DECTRA – Président Alexandre Tomas Ecole des Mines de Douai),
- Les représentants d'ATMO Picardie,
- Les associations de défense de l'environnement : Qualit'Aisne, Vauxaillon Nature, Vie et Paysages.

Ces auditions se sont tenues du 10 juillet au 21 octobre 2013. Le compte-rendu synthétique de chaque audition figure dans la seconde partie du livre blanc.

3. Des visites de sites et de collectivités :

La visite du site d'Allemant s'est imposée à la Commission. Elle a, en effet, voulu se rendre compte de l'état actuel du site, de la manière dont il était exploité. La visite programmée avec l'exploitant a consisté en une présentation en salle puis en une visite concrète des installations.

Par ailleurs, afin de prendre du recul et de pouvoir proposer des solutions adaptées au site, la Commission a souhaité s'inspirer de solutions reconnues qui ont pu être mises en œuvre ailleurs, sur le territoire national. Ainsi, elle a rencontré le 9 octobre 2013 : la Communauté de communes de Sarrebourg (Moselle) et le lendemain, le SMICTOM Alsace Centrale (Bas-Rhin).

Ces deux collectivités ont mis en œuvre des stratégies intéressantes pour arriver à la réduction des déchets produits ou enfouis. Même si elles reconnaissent également des problèmes, notamment de gestion des odeurs, elles étudient la manière de les solutionner.

Du point de vue des professionnels du secteur, il s'agit de collectivités reconnues pour leurs résultats.

Un compte-rendu synthétique de ces visites figure en annexe 2 du livre blanc. Les actions engagées par les collectivités sont par ailleurs reprises dans certaines propositions de la Commission.

A l'issue de ces auditions et visites, la Commission a effectué un travail de synthèse des données et a été amenée à vérifier certains propos ou à solliciter des informations complémentaires auprès de certains acteurs. Fort de ce constat, elle a pu travailler à la formulation de certaines améliorations. Ces propositions figurent dans la quatrième partie de ce livre blanc.

2 - PRÉSENTATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX D'ALLEMANT

A. L'ORGANISATION DE LA FILIÈRE DÉCHETS DANS L'AISE

1. La planification déchets

La législation confère aux Départements la compétence de planification des déchets pour les Déchets Non Dangereux et les Déchets issus du Bâtiment et des Travaux Publics. Concernant les déchets non dangereux, un Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés a été, unanimement, approuvé par l'Assemblée Départementale le 23 juin 2008. Il est toujours en vigueur, en attendant, comme la loi le prévoit, sa « transformation » en un Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux. Ce Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux est en cours d'élaboration, il pourra notamment intégrer certaines recommandations émises dans ce livre blanc. Il est à noter que la notion de déchet non dangereux englobe également les déchets d'activité économique.

Dans le Département de l'Aisne, la compétence collecte des déchets ménagers est assurée par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale que sont les Communautés d'agglomération, les Communautés de communes et le SIRTOM du Laonnois. Pour ce qui est du traitement de ces déchets, le syndicat mixte Valor'Aisne assure cette compétence pour environ 95% de la population. Ces collectivités sont par conséquent chargées de la mise en œuvre du Plan déchets départemental en vigueur.

2. Le traitement des déchets

Le stockage reste la solution de traitement des déchets ultimes retenue dans le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés.

Trois installations de traitement existent à ce jour dans l'Aisne pour stocker les déchets ultimes, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés ou de déchets d'activité économique.

Localisation	Maître d'ouvrage	Prestataire	Capacité	Date et fin d'autorisation
Allemant	Sita Dectra	Sita Dectra	105 000 tonnes	30 juin 2015
Flavigny-Le-Grand-et-Beaurain	Edival	Edival	100 000 tonnes	31 décembre 2022
Grisolles	Valor'Aisne	Valor'Aisne	80 000 tonnes	arrêté temporaire d'exploitation

Ces installations couvrent géographiquement et respectivement le centre, le nord et le sud du département avec des capacités relativement équilibrées entre elles. Cependant, les déchets enfouis dans chacun de ces centres varient en origine (déchets ménagers, entreprises, etc.).

B. LES CARACTÉRISTIQUES DU SITE D'ALLEMANT

1. Situation géographique

L'installation est implantée sur le territoire communal d'Allemant avec, pour communes limitrophes, Pinon, Vauxaillon et Laffaux. Le centre se situe au lieudit « la Vallée Guerbette » et est entouré d'une ceinture boisée.

La carte présente la situation de l'installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) d'Allemant.



Carte de situation de l'ISDND d'Allemant

2. Données administratives issues de l'arrêté préfectoral

- Les arrêtés préfectoraux

Le site a été ouvert par un premier arrêté préfectoral N°8787 du 07 août 1996. Aujourd'hui, l'exploitation de l'installation est soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral N°IC/2011/156 du 20 septembre 2011. Il est à noter que le dernier arrêté de mise en demeure date du 11 février 2013 (N°IC/2013/026).

L'historique des arrêtés préfectoraux, pris depuis le 1^{er} janvier 2004, est disponible en ligne sur le site de la DREAL à l'adresse suivante : <http://www.picardie.developpement-durable.gouv.fr/base-des-arretes-prefectoraux-a449.html>

- Commission Locale d'Information et de Surveillance ou Commission de Suivi de Site

Une Commission Locale d'Information et de Surveillance fut créée dès ouverture du site. La dernière modification de composition a été arrêtée par arrêté préfectoral N°IC/2011/106 du 17 juin 2011. Plus récemment, la CLIS est devenue CSS (Commission de Suivi de Site), avec des attributions similaires. La dernière réunion de la CSS date du 18 juin 2013.

- Les caractéristiques techniques

Date d'exploitation maximale : 30/06/2015

Capacité annuelle, à compter du 01/01/2010 : 105 000 Tonnes

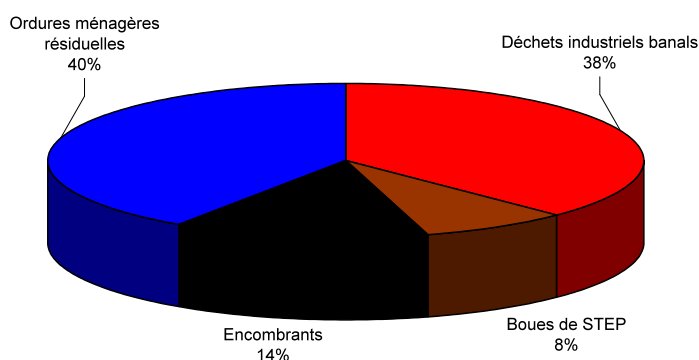
Quantité maximale de déchets admis : 1 700 000 Tonnes, soit 1 512 540 m³

Exploitant et propriétaire actuel SITA DECTRA (TRAVADEC à l'ouverture)

3. Le type et les quantités de déchets enfouis

En 2012 (dernier exercice connu), les 96 093 tonnes de déchets reçues à Allemant se répartissaient en quatre catégories : déchets industriels banals, boues de step (stations d'épuration), encombrants et ordures ménagères résiduelles pour 38 955 tonnes sur les 96 093 tonnes enfouies.

Tonnages 2012 traités à ALLEMANT

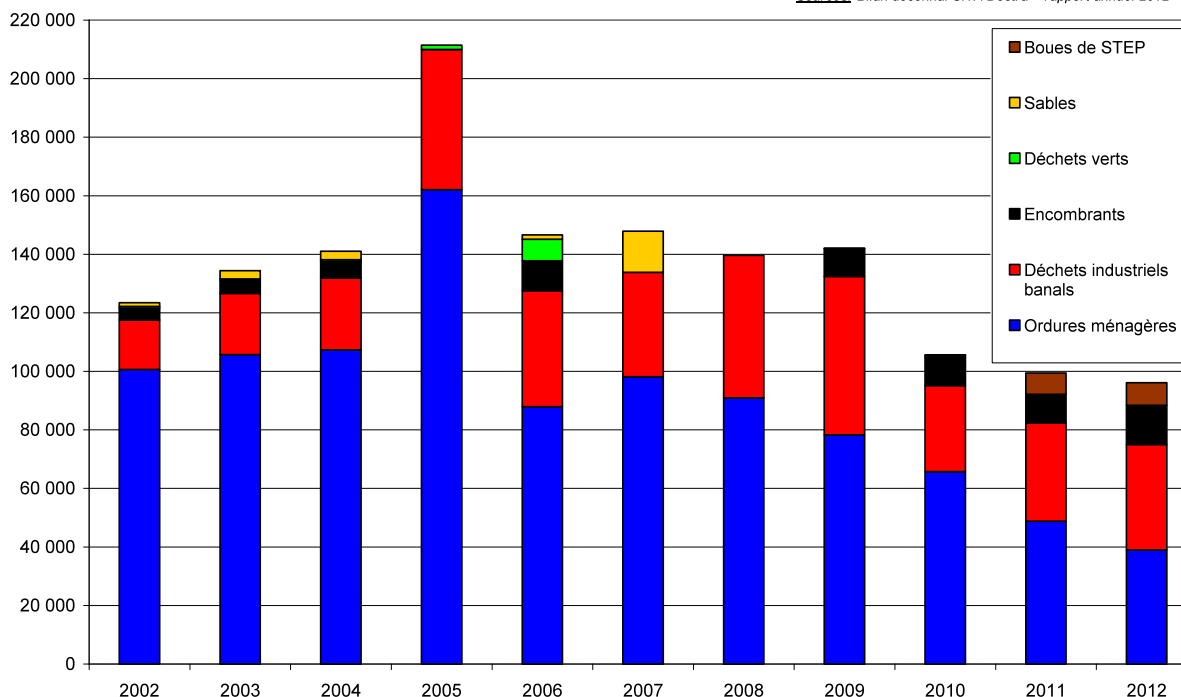


Tonnages 2012	
36 042 t	Déchets industriels banals
7 704 t	Boues de STEP
13 392 t	Encombrants
38 955 t	Ordures ménagères résiduelles
96 093 t	Total

Tonnage

Répartition et tonnage des déchets reçus entre 2002 et 2012

Sources: Bilan décennal SITA Dectra + rapport annuel 2012



Une baisse continue des tonnages d'ordures ménagères résiduelles apparaît à partir de 2007. La crise économique, les actions de prévention et l'ouverture du centre de Grissoles participent dans des proportions indéterminées à cette évolution.

C. LES FAITS DÉCLENCHANTS

1. Le poids du passé : la décharge de Vauxaillon

Les élus et les représentants des associations ont fait état de l'existence de la « décharge » de Vauxaillon. Cette installation, fermée en 1996, a vraisemblablement fait l'objet de nombreux manquements en terme d'exploitation, et notamment vis-à-vis de l'arrêté préfectoral autorisant l'activité (audition du Maire de Vauxaillon). Ont ainsi été cités des lixiviats stockés à l'air libre, des problèmes de pentes instables, une implication toujours a minima de la part de l'exploitant (qui était déjà SITA) et des déchets hospitaliers qui auraient été enfouis.

Son projet d'extension n'a pas été accordé.

Récemment encore (en 2009), à l'occasion de travaux d'eau potable, des déchets ont été découverts sous un chemin rural, à côté de l'ancienne décharge. Les élus craignent donc une pollution importante des nappes.

Dans la mesure où il s'agit du même exploitant (SITA, SITA DECTRA ou TRAVADEC à la faveur de changements de noms successifs), « l'expérience » de Vauxaillon a rapidement fait craindre de pareilles dérives sur Allemant.

2. Les nuisances actuelles

Le phénomène d'odeurs est apparu au cours de l'hiver 2008-2009. Ces événements « odorants » n'ont eu de cesse de se répéter depuis, avec des intensités et des fréquences très variables.

Lors des auditions, les élus et les associations ont dénoncé des effets bien plus importants que l'odeur en elle-même. Lors de pics d'odeurs, « l'air devient irrespirable, irritant pour les voies respiratoires et les yeux, au point de donner la nausée ». Les communes d'Allemant, Pinon et Vauxaillon sont touchées. La commune de Laffaux (limitrophe d'Allemant), en raison des vents dominants qui lui sont favorables, n'est que rarement affectée au lieudit du Moulin de Laffaux (Cf audition du Maire de Laffaux).

Dès les premiers « incidents » de l'hiver 2008-2009, suite à une réunion publique avec l'exploitant, deux associations se créent : Qualit'Aisne et Vauxaillon Nature. Elles entendent faire en sorte que l'arrêté préfectoral soit respecté et veiller à la mise en œuvre d'actions correctives rapides de la part de l'exploitant.

3. Les facteurs d'amplification des craintes

Au-delà des faits (les nuisances olfactives), des facteurs complémentaires sont venus amplifier les craintes de la population.

La majorité des personnes auditionnées, dont l'exploitant lui-même, reconnaît un manque de communication ou une communication inadaptée de l'exploitant au moment où justement, la situation le justifiait, c'est-à-dire lors des premières nuisances. De plus, un manque de communication pouvait également être interprété comme le fait de dissimuler des choses à la population.

Les représentants des associations annoncent un nombre élevé de cas de cancers (ou lymphomes) sur les communes de Pinon, Vauxaillon et Allemant. Ils voient à l'origine de ces maladies l'exposition prolongée au biogaz. Pourtant, une étude statistique de l'Agence Régionale de la Santé tend à montrer qu'il n'existe pas de sur-incidence du nombre de cas de lymphomes par rapport aux moyennes régionales ou nationales. Les associations (Cf audition de Qualit'Aisne) estiment que l'étude réalisée, en voulant obtenir une population statistique représentative, a trop élargi la zone d'étude, et a complètement masqué une concentration réellement élevée de cas de cancers sur la zone Pinon/Allemant.

Le dernier facteur d'« aggravation » de la situation demeure le dépôt par SITA DECTRA d'un dossier de demande d'extension du site pour une poursuite d'activité jusqu'en 2027. C'est dans la perspective souhaitée de la non-autorisation du dossier que les associations locales se sont largement mobilisées.

Pour mémoire, le projet, présenté en CLIS (ou CSS), est connu des différentes parties. Il consiste en la création de volumes par réaménagement du site, sans extension au-delà du périmètre actuel. Le projet porte sur une capacité annuelle moyenne de 90 000 tonnes.

4. La situation de blocage

De l'ensemble de ces facteurs, il ressort une situation conflictuelle de blocage. Les élus locaux opposants au projet et les associations locales pointent un manque de réactivité, de transparence de la part de l'exploitant. Ils s'opposent et critiquent le protocole de mesure de la qualité de l'air du Comité scientifique¹. Ils mettent en cause le manque d'indépendance de l'Ecole des Mines pour la réalisation de la campagne de mesure de la qualité de l'air et refusent (pour certains élus et pour les associations sauf « Vie et Paysages ») la participation au Comité scientifique. Ils dénoncent les conclusions de l'étude d'impact sanitaire engagée par l'Agence Régionale de Santé et s'opposent à toute poursuite d'activité après le 30 juin 2015 et à tout projet d'extension. Le blocage est complet.

☞ Avant d'entrevoir les solutions proposées par la Commission (Chapitre IV.), il convient d'identifier l'origine des nuisances et les réponses qui ont déjà été apportées (Chapitre III.), telles qu'elles ont pu ressortir au travers des différentes auditions réalisées.

¹ Les mesures de la qualité de l'air et le Comité scientifique sont explicités au chapitre :
II.D.2. La réalisation d'une campagne de mesure de la qualité de l'air

3 - LE CONSTAT : LES PROBLÈMES RENCONTRÉS, L'ORIGINE DES NUISANCES ET LEUR GESTION

A. LES ÉMANATIONS DE BIOGAZ

Le centre d'enfouissement, autorisé par arrêté préfectoral du 7 août 1996, a généré des nuisances olfactives à partir de l'hiver 2008-2009. Elles sont essentiellement, sinon exclusivement, dues au dégagement dans l'atmosphère de biogaz qui s'échappe de manière incontrôlée du site. Le biogaz est le gaz produit par la fermentation des déchets organiques en l'absence d'oxygène. Composé essentiellement de méthane (typiquement 50 à 70%) et de gaz carbonique, avec des quantités variables d'eau, d'hydrogène sulfuré (H_2S) et d'autres composés, il est capté par aspiration au niveau de plusieurs puits dans le massif de déchets et est valorisé sous forme d'électricité.

Si le biogaz a été « ressenti » aux alentours à cette période, il a clairement existé un défaut de fonctionnement dans l'exploitation : l'explication, partagée par l'ensemble des acteurs, serait due à des contre-pentes et donc à des malfaçons sur le réseau de transfert. Elles ont engendré une stagnation des condensats, qui avec le gel, ont fini par former des bouchons et ainsi empêché l'acheminement du biogaz vers l'installation de valorisation le cas échéant ou les torchères. Le biogaz produit et capté s'est donc échappé de manière incontrôlée.

Si le gel a été responsable de ce dysfonctionnement en période hivernale, les odeurs ressenties en dehors des périodes de gel peuvent, quant à elles, s'expliquer par un dysfonctionnement simultané de l'unité de valorisation et des torchères, elles-mêmes utilisées quand le biogaz est pauvre en méthane. Le risque est cependant limité car il existe une deuxième torchère en secours.

Une perforation du massif de déchets et de sa couverture, lors, par exemple, de la création d'un puits de captage du biogaz est susceptible de causer des émanations ponctuelles.

Enfin, une émanation diffuse, non mesurable de manière permanente et incontrôlée, à travers la couverture d'argile, surtout s'il s'agit d'une couverture temporaire, constitue une quatrième cause éventuelle.

B. LES CARENCES EN MATIÈRE D'EXPLOITATION DU SITE

1. Les défauts du réseau de captage et transfert du biogaz

Les contre-pentes dans le réseau de biogaz, à l'origine du gel des canalisations et par conséquent des émanations du biogaz dans l'atmosphère, constituent à la fois un problème de conception globale et un problème de gestion du site.

2. La couverture des casiers

L'exploitant et la DREAL ont fait état, lors d'une réunion de la CLIS, d'un schéma d'exploitation non-conforme au plan prévisionnel. En effet, plutôt que d'exploiter un premier casier et d'atteindre la côte finale, l'exploitant a commencé à exploiter un premier

casier. Avant de le « terminer », il a continué à exploiter les casiers suivants, et ainsi de suite. L'exploitant peine aujourd'hui à trouver des raisons objectives justifiant ce schéma. Il résulte de ce défaut de gestion que certains casiers, non remplis, ont fait l'objet d'une couverture temporaire, mais qui pouvait s'avérer perméable pour le biogaz (non démontré, mais le risque est de toute évidence plus important).

Certains casiers (3 et 4) pourtant finis d'être exploités depuis plus d'un an, n'étaient pas couverts de manière définitive. Ce dysfonctionnement a d'ailleurs engendré un arrêté préfectoral de mise en demeure de réaliser la couverture des casiers sous six mois (arrêté du 11 février 2013). Ces casiers à l'air libre constituent une nouvelle fois un risque d'émanation de biogaz diffus puisque les massifs ne sont pas couverts.

3. Les tentatives de fonctionnement du site en mode bioréacteur

Au départ conçue comme une installation de stockage de déchets standard, l'exploitant a voulu faire fonctionner l'installation en mode bioréacteur pour répondre à des préoccupations techniques nouvelles. Ce procédé consiste à accélérer et à maîtriser les processus de dégradation des déchets dans une enceinte confinée par le contrôle, par exemple, de l'humidité au sein du massif de déchets et par réinjection des lixiviats sur le massif. D'après le Président de Valor'Aisne, le centre n'a pas été initialement conçu pour ce mode de fonctionnement. Des problèmes structurels dans les casiers ont donc engendré des fuites de biogaz, générant ainsi les odeurs ressenties. Les quantités de biogaz produites pour ce type de procédé sont d'autant plus fortes que tout défaut de captage accentue l'intensité des odeurs. La contribution de ce dysfonctionnement à la diffusion de biogaz dans l'atmosphère est toutefois inquantifiable.

4. L'impact du compactage des déchets

Les arrêtés préfectoraux définissent des limites à l'exploitation en terme de masse de déchets (tonnage) et en terme de topographie finale du site (côtes limites) avec une échéance fixée. En vue d'exploiter au maximum les volumes des casiers, il est courant de compacter les déchets en les enfouissant. Les densités sont ainsi augmentées. Pour plusieurs acteurs (élus, Valor'Aisne), la pratique peut entraîner une augmentation des quantités de biogaz et par conséquent un risque de dégagement dans l'atmosphère. Pour certains élus, en raison des surcharges, la pratique peut aussi entraîner un risque de fissuration du plancher d'argile en fond de casier. L'exploitant indique, pour sa part, que ces deux risques vis-à-vis de la pratique sont nuls.

C . LES INSUFFISANCES DE L'EXPLOITANT EN MATIÈRE DE PRISE DE DÉCISION ET DE COMMUNICATION

1. Les prises de décision et l'encadrement

L'exploitant reconnaît que dès les premiers problèmes rencontrés (2008-2009), les décisions se sont avérées longues à être prises. La structure pyramidale de la société sans véritable délégation a sans doute entravé des prises de décisions rapides et adaptées.

Parallèlement, les fréquents changements de personnel encadrant, avec trois chefs de centre en quatre ans, ont également, figé la réactivité en matière de prise de conscience des problèmes rencontrés et de décisions rapides à engager.

2. Une communication inadaptée

Dès les premiers dysfonctionnements rencontrés, la communication fut inadaptée, pour ne pas dire à certains moments, absente. Pour la population, ce manque d'informations (que ce soit sur l'origine des odeurs ou la prévision d'un dysfonctionnement pouvant générer des odeurs ou encore les actions correctives engagées ou en projet) a accentué son inquiétude quant à l'incapacité de l'exploitant à gérer correctement son installation et à réagir rapidement. L'absence de communication pouvait laisser penser à des dissimulations quant aux risques et au danger pour la santé que pouvaient représenter ces émanations incontrôlées.

Rapidement, après les premiers « problèmes », les relations se sont tendues entre l'exploitation et les populations riveraines (Elus, population), au point que le dialogue soit totalement impossible (Commune de Pinon). Le passif de la décharge de Vauxaillon et les manquements que reprochent les élus locaux (dont principalement le Maire de Vauxaillon) a également plaidé en défaveur du projet « Allemant ».

C'est à la suite des premiers dysfonctionnements rencontrés sur le centre de stockage que deux associations se sont créées: Qualit'aisne et Vauxaillon Nature.

D. LES RÉPONSES APPORTÉES PAR L'EXPLOITANT

Il ne s'agit pas ici de répertorier les actions engagées par l'exploitant en matière d'exploitation du site. Ne sont répertoriées que les principales actions engagées et qui touchent directement les réponses aux nuisances olfactives.

1. La mise en place d'un jury de nez

Un jury de nez a été mis en place par SITA-DECTRA. Un ensemble de personnes sont chargées de déclencher les alertes en cas d'odeurs manifestement en provenance du site. Un numéro de téléphone d'astreinte est également mis en place (pour toute la population) pour signaler les nuisances olfactives. A titre d'exemple, en 2012, 37 plaintes pour odeurs ont été recensées par le jury de nez et 19 plaintes par d'autres personnes.

2. La réalisation d'une campagne de mesure de la qualité de l'air

a) La création du Comité scientifique et les objectifs assignés

L'exploitant affiche sa volonté de vouloir connaître et faire connaître auprès des riverains l'impact de l'installation sur la qualité de l'air. Il estime que si le risque existe pour la santé humaine, évalué au travers d'une campagne de mesure de la qualité de l'air, la poursuite d'activité doit être remise en question.

Ainsi, SITA-DECTRA est à l'origine de la création d'un Comité scientifique pour l'élaboration d'un « protocole pour une campagne de mesures atmosphériques », encore appelé dans le livre blanc « campagne d'analyse de la qualité de l'air ».

Un Comité pluridisciplinaire, présidé par un enseignant-chercheur de l'Ecole des Mines, Alexandre Tomas (auditionné pour le livre blanc) a été créé : il est originellement composé de représentants des communes d'Allemant et Pinon, de l'Agence régionale de Santé, de l'Institut de Veille Sanitaire, de la DREAL Picardie, d'ATMO Picardie et de l'association Vie et Paysages.

SITA-DECTRA n'y est représentée qu'au travers d'un médecin employé de la société : le Docteur Pascal Roux.

Les associations locales ont refusé de participer aux travaux de ce Comité, invoquant sa partialité et sa non-indépendance vis-à-vis de SITA-DECTRA. Ils critiquent également le protocole de mesures mettant en cause son caractère scientifique (par le biais de courriers adressés au Président du Comité). La commune de Pinon, pour la même raison, s'est retirée de ce Comité.

Au contraire, l'ensemble des autres membres du Comité estiment ce Comité indépendant, et « scientifique » puisque composés d'experts indépendants issus de diverses institutions. Les travaux ont démarré le 7 novembre 2012. La CLIS a été informée et a pris acte de la démarche engagée.

b) Les objectifs de la campagne de mesures de la qualité de l'air, son contenu et ses limites

Un document complet intitulé « Proposition de protocole pour une campagne de mesures atmosphériques » (février 2013) a été élaboré et a fait l'objet d'une diffusion auprès des acteurs locaux qui le souhaitent. Il n'est pas nécessaire ici de rappeler les termes du document. Il faut noter toutefois le caractère relativement exceptionnel (Cf auditions de M. Tomas et ATMO Picardie) de ce type de mesures autour d'un centre de stockage de déchets, de par la durée de la campagne de mesures : cinq semaines en été et cinq semaines en hiver, en conformité avec les recommandations de la Directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe qui préconise des mesures limitées à huit semaines. De même, la fréquence des mesures pour certains paramètres va jusqu'à la seconde pour certaines valeurs et à certains moments, alors que la plupart des mesures déjà réalisées consistaient généralement en des moyennes sur 24h ou davantage.

Si l'évaluation de la qualité de l'air pourra être réalisée au travers de cette campagne, la principale limite est liée à l'éventuel impact de la qualité de l'air sur la santé humaine, hormis sur la base des composés et de leur importance.

Le protocole prévoit la réalisation de mesures pendant trois jours (minimum) à Laffaux, dix jours sur le site d'Allemant et cinq semaines à Allemant (au lieu de Pinon). La campagne de mesures estivales a été réalisée du 4 juillet au 20 août 2013. Les dates de la campagne hivernale 2013-2014 restent à être déterminées.

c) Les points de désaccord sur le protocole et la qualité de l'air en général

De nombreux points de vue divergent entre les membres du Comité scientifique et un certain nombre d'opposants (voir principalement auditions de Vauxaillon Nature, Qualit'Aisne, Mairies de Pinon et Vauxaillon).

Pour ces acteurs, il est reproché des mesures qui portent essentiellement en dehors du site alors que ce qui importe, c'est de « mesurer les émissions sur site », une campagne de mesures beaucoup trop courte : sur ces huit semaines, il existe, selon eux, un risque de passer à côté des pics de concentrations et d'odeurs, alors que le Comité scientifique estime que la durée est suffisante pour connaître la qualité de l'air.

- Un protocole « non scientifique » est également dénoncé par les associations. Le courrier adressé à l'Ecole des Mines et à Alexandre Tomas va dans ce sens.
- La non-indépendance de l'Ecole des Mines et de son représentant est dénoncée dans la mesure où SITA-DECTRA finance l'étude.

Les opposants estiment que ce sont les pics d'odeurs et donc de concentrations en certains composants qui sont à l'origine d'un impact sur la santé humaine, alors que le Comité scientifique indique que c'est une exposition à long terme des individus à certaines molécules qui engendre un impact sur leur santé.

De ces différents reproches, il en a résulté que la Mairie de Pinon a refusé l'implantation d'un point de mesures sur son territoire. Une partie des élus auditionnés (Cf auditions de la Communauté de communes des Vallons d'Anizy, et des conseillers généraux) et Alexandre Tomas regrettent cette inflexibilité et cette fin de non recevoir.

A la lecture du protocole à caractère scientifique, de la composition pluridisciplinaire et scientifique du Comité scientifique, et du fait que la commune de Pinon semble être la commune la plus touchée par les nuisances olfactives, la Commission départementale regrette également que les mesures n'aient pu être réalisées sur le territoire communal de Pinon, et regrette donc la position de la commune. Si on estime que l'impact du site est plus important à Pinon qu'ailleurs, il est, en effet, nécessaire qu'y soit mesurée la qualité de l'air.

d) Données complémentaires sur la qualité de l'air, les odeurs

L'ensemble des auditions, et particulièrement celles d'ATMO Picardie et de M. Tomas, ont permis d'évoquer un certain nombre de points essentiels pour l'interprétation et la compréhension des mesures réalisées. La qualité de l'air peut être évaluée de manière objective par l'intermédiaire de mesures de concentrations en certains composants, à la différence des odeurs qui renvoient à une notion subjective, propre à chaque individu. Des composants odorants peuvent n'avoir aucun impact sur la santé ; à l'inverse, des composants non odorants peuvent avoir un effet sur la santé humaine, ce qui justifie les mesures de la qualité de l'air. Une exposition de longue durée à une pollution de l'air est de nature à entraîner un risque pour la santé humaine. Des mesures moyennées sur 24h ou davantage peuvent faire passer à côté de pics de concentrations, lesquels sont significatifs d'un dysfonctionnement ou d'une non-maîtrise de l'exploitation du site. Enfin, si les pics d'odeurs peuvent occasionner des gênes passagères de tout ordre, le lien entre les pics d'odeurs (et donc de concentrations en certaines molécules odorantes) et un impact sur la santé humaine ne peut être établi.

La campagne de mesures réalisée permettra de qualifier la qualité de l'air, sans pour autant pouvoir établir de lien direct avec l'impact sur la santé humaine (en cas de mauvaise qualité). Sur la question des odeurs, liées par conséquent à un dysfonctionnement ou problème sur le site, la Commission estime que l'exploitant doit notamment engager des actions préventives et correctives en matière d'exploitation. Pour limiter le risque de dégagement ponctuel ou diffus de biogaz, des propositions d'actions sont formulées par la Commission Départementale au chapitre suivant.

4 - LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE

La solution de facilité consisterait à proposer la fermeture du site d'Allemant sans prendre en compte les conséquences de ce choix, ni surtout proposer des solutions alternatives. La Commission a donc refusé toute position manichéenne.

L'acheminement des déchets vers les sites de stockage de Grisolles et Flavigny-le-Grand-et-Beaurain accélère, de fait, la fin d'exploitation anticipée de ces centres. Le coût d'un service plus élevé serait également lié au transport de ces déchets. L'augmentation des contraintes environnementales sur les autres sites avec un trafic routier supérieur serait à prendre en compte.

Par ailleurs, la question des vides de fouille se posent à Allemant. Ne pas les combler risque d'engendrer un profil topographique en dôme, non optimum, avec un risque d'infiltrations dans le massif. De même, les combler revient à s'interroger sur le type de matériaux utilisés.

Il ne s'agit donc pas en supprimant les désordres à Allemant d'en créer sur les autres installations départementales de stockage. Il convient bien d'assumer sur le site actuel une fin d'exploitation conforme aux règles de l'art et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Aussi, face à une situation conflictuelle locale d'autres préconisations plus générales et applicables pour l'ensemble du territoire axonais s'imposent tout autant. Le livre blanc se doit en effet de proposer une vision plus large que celle d'Allemant, conformément à la compétence générale de planification des déchets assumée par le Conseil général.

L'ensemble des mesures proposées sont issues des auditions, des expériences des collectivités extérieures rencontrées ou des propositions personnelles de la Commission.

Si des suggestions ont été émises par les différents acteurs, elles ne sont pas toutes reprises. La Commission se prononce en toute impartialité.

A. DES MESURES GÉNÉRALES

Dans la mesure où le biogaz est produit à partir de déchets fermentescibles enfouis, la première mesure générale consiste à limiter un enfouissement. Cette position est à rapprocher de la notion de déchet ultime, qui a, seul, vocation à être enfoui ou incinéré.

A cette fin, plusieurs actions peuvent être envisagées. Certaines sont complémentaires les unes des autres.

1. La tarification incitative

La mise en place d'une tarification incitative a pour objet de faire payer l'utilisateur en fonction de la quantité de déchets ménagers produits (poubelle grise exclusivement). Elle incite l'utilisateur à produire moins de déchets non valorisables. Si la mesure contribue à augmenter le tri et la valorisation des déchets, elle permet également de diminuer la quantité d'ordures ménagères résiduelles en limitant notamment les déchets fermentescibles. La tarification incitative demeure une mesure réglementaire (Article 46 de la loi Grenelle 1 du 03/08/2009) : « la redevance d'enlèvement des ordures ménagères

(REOM) et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) devront intégrer, dans un délai de cinq ans, une part variable incitative devant prendre en compte la nature et le poids et/ou le volume et/ou le nombre d'enlèvements des déchets ». L'échéance est donc fixée au 3 août 2014. La redevance incitative peut être facturée à la levée ou en fonction du volume du bac sans puce informatique.

Les collectivités accompagnent généralement cette démarche d'un volet prévention important. Leur but est de réduire les déchets organiques produits et en particulier de les valoriser à domicile par du compostage. La Communauté de Thiérache du Centre s'est engagée, quant à elle, dans une diminution du volume des bacs roulants destinés aux ordures ménagères résiduelles. Sont ainsi privilégiés la déchèterie, le compostage individuel, voire, en campagne, la nourriture des animaux domestiques. L'extension des consignes Eco-Emballages est également à prendre en compte. La diminution du volume des bacs offre l'avantage de la simplicité, de l'économie et de la préservation de l'emploi.

Au 01/11/2013, environ 40% de la population de l'Aisne est couverte par un dispositif de prévention, avec une perspective de 64% pour fin 2014. Le Conseil général est par ailleurs spécifiquement impliqué dans cette thématique, en tant que porteur d'un plan de prévention déchets. Il accompagne techniquement et financièrement collectivités et porteurs d'actions de prévention en général.

La tarification incitative demeure donc un levier essentiel. Elle favorise fortement la baisse des tonnages produits de manière conséquente. Ainsi, l'exemple le plus frappant est celui de la Communauté de communes de Sarrebourg (visite réalisée le 9 octobre 2013) pour laquelle la mise en place d'une tarification incitative a engendré une baisse significative des déchets enfouis entre 2009 et 2011.

L'une des autres conséquences demeure l'allongement de la durée de vie des installations de stockage. Les tonnages autorisés sur le site sont atteints plus tardivement.

Les contre-effets à court terme sur les apports en déchèterie sont cependant réels. Aussi, les conditions d'accès aux déchèteries ne doivent-elles pas être sous-estimées.

En conclusion, quand bien même il s'agit de mesures réglementaires, la mise en place d'une tarification incitative doit être couplée à un dispositif de prévention ajouté à une décroissance annoncée des tonnages de déchets collectés, en particulier organiques. Pour assurer l'efficacité des mesures à un niveau départemental, il est important que ces mesures couvrent une très large partie du territoire et d'homogénéiser tant que faire se peut, les modalités de mise en place de la tarification incitative et d'accès en déchèterie, notamment pour éviter le « tourisme du déchet » entre les territoires.

La Commission préconise donc la mise en place rapide d'une tarification incitative (à la levée ou au volume) sur tout le territoire départemental couplée à la mise en place d'actions de prévention et à une réflexion sur les règlements d'accès en déchèterie. Tout en précisant que la redevance incitative reste indépendante du mode de traitement des déchets.

2. La mise en place d'un pré-traitement ou Tri-Mécano-Biologique

a) Généralités sur la technique

Si la mise en place de mesures de prévention et d'une tarification incitative allègent la quantité de fermentescibles collectés, il est utopique de penser qu'aucun déchet fermentescible ne sera plus collecté. Un pré-traitement ou tri-mécano-biologique (TMB) permet cependant d'extraire la part fermentescible des ordures ménagères résiduelles. Cette technique, permet, en retour, de produire du compost, et/ou de produire du biogaz, ou, uniquement, de réduire les quantités de déchets mises en décharge.

A titre d'exemple, le SMICTOM Alsace Centrale (rencontre le 10 octobre 2013) s'est engagé depuis un certain nombre d'années déjà dans cette voie. Le Syndicat dispose d'une installation de compostage des ordures ménagères : 38% du gisement d'ordures ménagères résiduelles collecté est transformé en compost puis épandu sur les terres agricoles, par le biais de conventions passées avec les agriculteurs. Le reste (62%) est incinéré ou enfoui. L'effet sur la baisse du tonnage à enfouir est donc important.

Toutefois, il faut avoir à l'esprit qu'il s'agit d'équipements onéreux et de taille importante, dont il faut apprécier convenablement le dimensionnement et la localisation, généralement près des forts gisements de collecte.

Le choix de la technique et le niveau d'objectifs attendus sont également cruciaux. Par exemple, en choisissant la technique du compostage, il faut encore s'assurer que le compost produit puisse être valorisé par épandage.

La mise en place d'un pré-traitement, quelle que soit la technique choisie, présente par contre l'avantage d'obtenir une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) réduite et va dans le sens de la Directive 1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets qui impose aux Etats membres de réduire la quantité de déchets biodégradables mis en décharge.

Enfin, il faut noter que, quand bien même, un pré-traitement est mis en place, il ne peut y avoir de garantie d'obtenir zéro déchet fermentescible à enfouir ou incinérer.

b) La situation dans l'Aisne

Il n'existe à ce jour dans l'Aisne aucune solution de pré-traitement des déchets ménagers. Toutefois, Valor'Aisne, à l'issue d'une démarche de concertation au travers d'une Commission de Concertation et d'Etudes sur le Traitement des Déchets (COCETD), a délibéré, le 29 juin 2012, afin de privilégier « pour la zone nord de l'Aisne une solution évolutive de type prétraitement qui pourra être complétée par la valorisation de sous-produits (compost, Combustibles Solides de Récupération, etc...) lorsque les évolutions techniques ou réglementaires le permettront ». Cette solution reposera sur un équipement unique dont la localisation devra être précisée à l'issue d'une étude de faisabilité. Les déchets ultimes seront traités par stockage. Une baisse des tonnages enfouis à hauteur de 20% est attendue.

c) Les préconisations de la Commission Départementale

La mise en place d'un pré-traitement des déchets avant stockage présente des avantages indéniables, tant sur la quantité de déchets enfouis, que sur la taxation de l'activité déchets.

Toutefois, la mise en œuvre de telles installations représente un coût important, avec des seuils de rentabilité, au-delà de certains tonnages. Par ailleurs, à Allemant, la baisse continue des tonnages d'ordures ménagères doit être prise en compte.

La Commission préconise donc a minima la mise en place de deux installations de pré-traitement dans l'Aisne : l'une pour le nord du département, l'autre pour le sud.

Ces actions, préconisées par la Commission, sont partagées par la très grande majorité des personnes rencontrées. Néanmoins, ces actions auront, soit un effet à moyen terme pour la tarification incitative, soit elles ne pourront être mises en œuvre qu'à moyen ou long terme en ce qui concerne les installations de pré-traitement. Elles n'apportent donc pas de solutions rapides à la situation d'Allemant.

B. S'APPUYER SUR LES SERVICES DE L'ÉTAT POUR ASSURER LA FIN D'EXPLOITATION DU SITE

1. Les modalités de suivi du site

En plus d'être l'autorité administrative en charge du suivi du site, les compétences du personnel de l'administration en charge du dossier et son implication sont reconnues des acteurs locaux. Il est donc indispensable de s'appuyer sur l'expertise technique et administrative des inspecteurs I.C.P.E. liés à ce dossier.

Au vu de la situation, la Commission préconise donc un suivi renforcé du site, avec a minima une visite du site par trimestre jusqu'au 30 juin 2015 et même jusqu'à la fin de l'activité du site. Ces visites peuvent être organisées, avec en plus, une visite inopinée par an.

2. Le site au 30 juin 2015

D'après l'arrêté préfectoral, le site doit fermer au 30 juin 2015. En fonction d'hypothèses de tonnages réceptionnés, la situation projetée au 30 juin 2015 par l'exploitant fait état d'une capacité non utilisée entre 42 679 tonnes et 73 463 tonnes, soit un maximum de 10,5 mois supplémentaires d'exploitation, jusque mi-mai 2016, et hors travaux de réaménagement pour atteindre la capacité totale initialement autorisée de 1 700 000 tonnes.

Face aux « volumes » non utilisés, l'intérêt départemental de ne pas réduire la durée de vie des autres installations de stockage, mais également la nécessité d'obtenir un dôme non susceptible de favoriser la stagnation et les infiltrations d'eaux pluviales, amènent la Commission à préconiser la poursuite d'activité en vue d'atteindre les 1 700 000 tonnes initialement prévues dans l'arrêté préfectoral.

Cependant, l'argument premier de cette préconisation s'appuie sur le Grenelle de l'Environnement qui vise, dans un premier temps, la valorisation des biodéchets pour les gros producteurs.

En parallèle, le temps laissé - à condition que les prescriptions préfectorales soient scrupuleusement respectées - permettra, aux opérateurs axonais, dans le cadre du Plan départemental, de s'engager sur le tri mécano-biologique.

A terme, plus aucun déchet fermentescible ne pourra donc être admis à Allemant, ni dans aucun centre du Département.

C. ANTICIPER LES DIFFICULTÉS D'EXPLOITATION EN S'APPUYANT SUR DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS OU DES AMÉNAGEMENTS À RÉALISER

1. La mise en place de nouveaux équipements

Localement, et sans attendre, la Commission préconise donc la correction des contre-pentes sur le réseau « biogaz » par aménagement des terrains ou par la mise en place de dispositifs de purges limitant ainsi la stagnation de liquides pouvant être à l'origine de bouchons en période de gel.

Il est également demandé le maintien d'un réseau de transfert de biogaz aérien plutôt qu'enterré. Il permet une intervention plus rapide lors de la localisation d'une fuite par exemple. Cette position est également défendue par la CC Sarrebourg et le SMICTOM d'Alsace Centrale.

Enfin, la Commission recommande l'automatisation des vannes en tête de puits de captage du biogaz, avec un asservissement automatique du captage à la teneur en méthane notamment.

2. Recommandations sur les modalités d'exploitation

Toujours au regard des auditions et des visites, la Commission préconise de porter la densité de puits de captage du biogaz à huit par hectare, soit le double de ce que prévoit la réglementation.

La question de la mise en place des puits de captage de biogaz en fin d'exploitation du casier par la perforation du massif de déchets pose question. Cette technique, si elle peut entraîner un risque d'échappement de biogaz au moment de la perforation du massif, garantit cependant la mise en place d'un réseau de captage pérenne, notamment sur la période trentenaire post-exploitation. En effet, le montage des réseaux à l'avancement entraîne un risque de dégradation par les engins. Le choix relève de l'exploitant, c'est celui de SITA-DECTRA à Allemant, mais aussi celui de VALNOR (Groupe VEOLIA) à Grisolles.

Pour les alvéoles en cours d'exploitation, la couverture temporaire du massif de déchets est préconisée dès lors que le site est fermé une journée à minima. Cette mesure a pour objectif de limiter les dégagements d'odeurs qu'elles soient liées aux ordures fraîches ou à la fermentation.

Sur les modalités de couverture définitive, le choix des matériaux utilisés (argile ou matériau type bentonite) est laissé au libre choix de l'exploitant. En tout état de cause, le professionnel, est soumis pour avis aux services de l'Etat.

3. Recommandations vis-à-vis de la qualité de l'air et des odeurs

Toujours, sur le site, la Commission préconise l'installation de dix capteurs d'H₂S (hydrogène sulfuré) sur le site, en périphérie intérieure avec des mesures permanentes. L'emplacement précis de ces capteurs doit être déterminé notamment au regard des vents dominants et du plan d'exploitation du site. L'H₂S n'est pas uniquement représentatif du biogaz. Il peut s'avérer dangereux à haute concentration. Sa détection peut, cependant, être interprétée comme le symbole d'un dysfonctionnement à corriger. Il est donc conseillé la mise en place de capteurs favorisant une alerte et une prise de décision rapide. L'intérêt de la mesure d'autres paramètres, comme le méthane par exemple ou comme l'ammoniac, NH₃, représentatif des ordures fraîches, n'est pas à sous-estimer.

De manière générale, l'acquisition de matériels de mesures en continu et à une fréquence élevée permettra de traiter les pics de concentrations.

La Commission recommande donc de s'assurer des caractéristiques des équipements de mesure mis en place. Des acteurs ont, en effet, pointé du doigt la dérivabilité des sondes de mesure, nécessitant un réétalonnage fréquent, ainsi que l'imprécision de certains appareils, ne donnant que des gammes de valeurs comme mesures.

Comme le prévoit le protocole établi et validé par le Comité scientifique, la poursuite des mesures de la qualité de l'air pendant cinq semaines en période hivernale est aujourd'hui, essentielle.

La Commission demande donc que soit étudiée par le Comité scientifique, comme suggéré par le Maire de Vauxaillon, la mise en place d'un point de mesure sur la route entre Pinon et Vauxaillon, au niveau d'un pont enjambant le ru Guerbette.

De manière à rétablir un dialogue indispensable à des solutions, il est demandé à la Commune de Pinon de reconsidérer sa position sur la mesure de la qualité de l'air sur son territoire, et le cas échéant, au Comité scientifique de reconsidérer la possibilité de réaliser cette mesure à Pinon dans le cadre de la campagne « hivernale », sans toutefois remettre en question le fondement scientifique du protocole.

Si la mise en place de capteurs chez les habitants, encore appelés « nez physiques », permet de quantifier les concentrations en différents paramètres, la Commission estime que les actions de mesure d'atteinte de la qualité de l'air doivent essentiellement se situer sur le site d'Allemant. Néanmoins, si les différentes parties et la population estiment que la mise en place de ces capteurs physiques chez l'habitant sont de nature à informer la population, à apprécier le niveau d'atteinte de la qualité de l'air, et à améliorer la réactivité de l'exploitant, la Commission indique que l'action peut être envisagée.

La Commission a conscience du fait que le site doit soit fermer au 30 juin 2015, soit à la mi-mai 2016. En raison du coût d'un certain nombre de ces mesures ou équipements, l'étude du « coût-bénéfice » doit être clairement réalisée. Cependant, il s'agit pour beaucoup d'entre eux d'équipements qui ont vocation à perdurer durant la période trentenaire de post-exploitation, leur « rentabilité » doit donc être étudiée au regard des trente années supplémentaires et non pas aux échéances de 2015 et 2016.

D. DES ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES PONCTUELLES SUR SITE

Au regard du risque de dégagement diffus de biogaz, la Commission demande la réalisation d'une cartographie des émissions diffuses de biogaz sur les casiers couverts avec l'élaboration d'un programme d'actions. Cette mesure est indispensable. Elle pourra être renouvelée dans le temps. Par souci d'indépendance, la Commission propose au Conseil général de prendre en charge cette première étude.

La réalisation d'une même cartographie des émissions diffuses de biogaz est également préconisée sur les casiers couverts sur les deux autres centres de stockage de Grisolles et Flavigny-le-Grand-et-Beaurain.

Enfin, la production d'un bilan pluriannuel complet de la gestion du stock de lixiviats est indispensable. Sa présentation doit intervenir lors d'une prochaine CSS, au vu notamment de la question soulevée sur les possibles apports de lixiviats en provenance de l'extérieur. Le cas échéant, des investigations complémentaires sur le site, comme la vérification des débits de pompage, peuvent être demandées.

E. LA TRANSPARENCE DE L'ACTION DE L'EXPLOITANT : COMMUNIQUER DE FAÇON PERTINENTE VERS L'EXTÉRIEUR, LE GRAND PUBLIC ET LES ÉLUS LOCAUX

1. La place primordiale de l'Etat et des réunions de la Commission de Suivi de Site (CSS, ex-CLIS)

Le lieu privilégié de communication entre les parties demeure et doit rester la CLIS (devenue CSS). Ce constat est partagé par la quasi-totalité des acteurs auditionnés. Toutefois certains acteurs regrettent son mode de fonctionnement. Les temps laissés pour les questions diverses sont jugés trop courts, voire inexistantes. Les réponses aux questions posées à l'exploitant ne sont pas toutes données en réunion.

La Commission préconise donc d'accorder une place plus importante aux débats et aux questions-réponses pendant les réunions de CSS et que des réponses soient données rapidement aux questions posées en cours de réunion.

2. Restaurer le dialogue en confortant la place des intercommunalités

Au-delà de la seule commune d'Allemant, les nuisances olfactives touchent plusieurs localités. De plus, le site doit être apprécié au niveau départemental. Il est donc a fortiori d'importance intercommunale. A partir de là, les intercommunalités constituent des interlocuteurs responsables et compétents. Les Communautés de communes doivent donc pouvoir servir de cadre à des débats et à des échanges sur le sujet.

Ainsi, la Commission propose de présenter le livre blanc aux Bureaux des Communautés de communes des Vallons d'Anizy et du Val de l'Aisne. Elle propose également que les résultats des campagnes de mesure sur la qualité de l'air soient également présentés à ces deux intercommunalités.

3. Adapter la communication en situation de crise ou en prévision d'événement

Au-delà des actions correctives à engager en priorité, il est indispensable qu'existe une communication adaptée et rapide de la part de l'exploitant à l'attention des populations. Cette communication doit, a minima, porter sur la nature de l'incident, sa durée, les risques encourus ou les désagréments subis par les populations.

La Commission préconise donc la mise en place d'un dispositif d'alerte par SMS pour les personnes qui le souhaitent, ainsi que la communication des mesures de la qualité de l'air et des mesures permanentes sur site d'H₂S, et de méthane, via un site internet dédié.

F. LES VINGT-SIX PROPOSITIONS DE LA COMMISSION

Des mesures générales	
✓	Mettre en place la tarification incitative sur le territoire départemental couplée à des actions de prévention et à une réflexion sur les règlements d'accès aux déchèteries
✓	Favoriser le traitement mécano-biologique des déchets: a minima une installation au nord et une installation au sud du département
S'appuyer sur les services de l'Etat pour assurer la fin d'exploitation du site	
✓	Effectuer un suivi renforcé du site par les services de l'Etat
✓	A terme, ne plus accepter de déchets fermentescibles dans les centres de stockage du département en favorisant le tri mécano-biologique
✓	Poursuivre l'activité en vue d'atteindre les 1 700 000 tonnes accordées par arrêté préfectoral au plus tard à la mi mai 2016
Anticiper les difficultés d'exploitation en s'appuyant sur de nouveaux équipements ou des aménagements à réaliser	
✓	Corriger les contre-pentes sur le réseau biogaz ou installer des purges
✓	Maintenir un réseau biogaz aérien
✓	Installer des vannes automatisées en tête de puits de captage du biogaz
✓	Maintenir une densité de puits de captage du biogaz à hauteur de huit par hectare au minimum
✓	Poursuivre la technique de mise en place des puits de captage de biogaz en fin d'exploitation du casier, par perforation du massif de déchets
✓	Couvrir les casiers en cours d'exploitation dès lors que le site est fermé une journée a minima
✓	Installer dix capteurs d'H ₂ S sur site pour des mesures permanentes
✓	Acquérir des équipements fiables, permettant des mesures précises en continu à une fréquence élevée
✓	Installer des capteurs chez les habitants si le besoin est partagé par les acteurs locaux et la population
✓	Poursuivre les mesures de la qualité de l'air pendant cinq semaines en période hivernale
✓	Faire étudier par le Comité scientifique la mise en place d'un point de mesure sur la route entre Pinon et Vauxaillon
✓	Installer sur Pinon un équipement de mesure de la qualité de l'air y compris dès la campagne «hivernale»
Des études complémentaires ponctuelles sur site	
✓	Réaliser à l'initiative du Conseil général une cartographie des émissions diffuses de biogaz
✓	Réaliser une même cartographie sur les casiers couverts sur les deux autres centres de stockage du département
✓	Produire un bilan pluriannuel complet de la gestion du stock de lixiviats et le présenter lors d'une prochaine réunion de la Commission de Suivi de Site
La transparence de l'action de l'exploitant : communiquer de façon pertinente vers l'extérieur, le grand public et les élus locaux	
✓	Accorder une place importante aux débats et aux questions-réponses pendant les réunions de CSS et apporter des réponses aux questions posées
✓	Présenter le livre blanc aux bureaux des deux intercommunalités ainsi que les résultats des campagnes de mesure de la qualité de l'air
✓	Mettre en place une communication adaptée et rapide de la part de l'exploitant à l'attention des populations
✓	Faire porter a minima la communication sur la nature de l'incident ou durée de l'incident, ou de l'événement prévu et les risques pour la population
✓	Mettre en place un dispositif d'alerte par SMS
✓	Communiquer les résultats des mesures permanentes via un site internet dédié

5 - ANNEXES

ANNEXE 1 - COMPTES-RENDUS DES AUDITIONS INDIVIDUELLES	35
ANNEXE 2 - SYNTHÈSE DES VISITES DE SITES	87
ANNEXE 3 - LETTRE DE MISSION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL.....	95
A JEAN-JACQUES THOMAS	

COMPTES-RENDUS DES AUDITIONS DU 10 JUILLET AU 21 OCTOBRE 2013

M. Patrick VITU, Maire de Pinon
M. Claude PICOT, 1er adjoint

Date : le mercredi 10 juillet 2013 à 10h

Acteur : Mairie de Pinon

Personnes rencontrées : Patrick VITU (Maire), Claude PICOT (1^{er} Adjoint)

1. Présentation de l'acteur

La commune de Pinon est limitrophe de la commune d'Allemant. Le centre de stockage est situé immédiatement au sud du territoire communal.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Pour les élus de Pinon, les premières nuisances sont apparues plusieurs années après l'ouverture du centre. C'est lors de l'hiver 2008-2009 que les premiers problèmes olfactifs ont été réellement ressentis. L'exploitant du site, alors contacté, a reconnu un problème sur le site à l'origine de ces odeurs. Une réunion publique a alors été organisée à l'initiative de l'exploitant. A la suite de cette réunion, l'association Qualit'Aisne s'est créée.

Pour justifier des nuisances, l'exploitant a indiqué qu'elles étaient notamment dues aux périodes de gel : les canalisations peuvent geler, empêchant le biogaz d'être acheminé dans le réseau créé. Les brumisateurs installés sur site seraient également sensibles au gel.

Aujourd'hui encore, des pics d'odeurs surviennent. Au-delà des problèmes de gênes olfactives, les élus de Pinon sont inquiets des conséquences sanitaires sur la population. Les médecins locaux ont en effet décelé un nombre d'affections relativement troublant. Les risques liés aux installations sont peu connus.

2.2. Communication

Les élus de Pinon déplorent le manque de communication de la part de l'exploitant, notamment le fait que l'information ou les explications ne soient données qu'après les pics d'odeurs ressentis. Il en est de même pour les arrêtés préfectoraux dont la mise en œuvre (calendrier, modalités) ne fait l'objet d'aucune information auprès des élus riverains.

Eu égard à de récentes condamnations du groupe (pour des faits d'enfouissement de déchets dangereux hors département), leur confiance envers l'exploitant n'existe plus.

3. Les actions engagées par l'acteur

Le Maire de Pinon est mobilisé contre les nuisances générées par le centre d'enfouissement d'Allemant et contre le nouveau projet d'extension déposé et donc une poursuite d'activité après juin 2015.

Au-delà de mobilisations locales (manifestations en entrée de site, etc.), plusieurs délibérations ont été prises : le 4 novembre 2011, contre le projet d'extension – à l'époque, le projet se résumait à une acquisition de 35 ha de terrain supplémentaires ; le 14 décembre 2012, contre le projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune d'Allemant, permettant la poursuite de l'activité après juin 2015 ; et le 15 mars 2013 : à nouveau contre le projet de P.L.U. de la commune d'Allemant, en particulier contre la ceinture boisée limitée à trente mètres de large.

Sur la procédure d'élaboration du PLU, les élus de Pinon déplorent d'avoir dû se prononcer sur un projet avec des délibérations de la commune d'Allemant par la suite annulées par la Préfecture. Ils estiment qu'un nouveau projet de P.L.U. aurait dû leur être présenté.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

Les élus de Pinon relèvent que si 70% du biogaz capté est valorisé, la quantité produite en totalité n'est pas connue.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

Sur la qualité de l'air, les mesures ponctuelles sont, selon eux, peu représentatives. Les élus souhaitent donc un contrôle en continu, de façon à connaître les pics de pollution, en vue notamment de prévoir une intervention et une réponse rapide, de manière à limiter les émanations diffuses, et enfin à limiter les risques d'incendie. Suite à leur demande en CLIS, l'exploitant a indiqué que la mise en place d'un dispositif de mesure en continu aurait un coût trop élevé.

Au-delà de l'air, le risque de pollution de la ressource, selon eux, en eau est important. Au dépôt du premier dossier pour la création du centre, des réserves avaient d'ailleurs été émises. Ils craignent notamment, qu'en raison d'un compactage important des déchets, le plancher d'argile se fissure et génère des infiltrations des lixiviats vers les nappes sous-jacentes.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

Les élus ont conscience qu'il ne s'agit pas d'envoyer ailleurs dans le département des déchets qui ont vocation à être enfouis, d'autant que le Plan départemental de gestion des déchets en vigueur préconise l'enfouissement plutôt que l'incinération.

6. Allemant : après juin 2015

Eu égard aux problèmes d'exploitation actuels, les élus demeurent très inquiets quant à une éventuelle poursuite d'activité après juin 2015. La quantité de déchets qui aura été enfouie depuis l'ouverture du centre jusqu'à fin juin 2015 s'élève à 1,6 million de tonnes.

Au-delà des problèmes actuels de captage du biogaz et de sa diffusion dans l'air (à l'origine des nuisances olfactives) qu'il conviendrait évidemment de régler lors d'une éventuelle poursuite de l'activité, les élus pointent du doigt l'implantation du centre sur la ligne Hindenburg, cette ligne de défense de la Première Guerre mondiale. Il leur apparaît donc contradictoire d'approuver une telle activité en un lieu historique, d'autant plus que le Chemin des Dames est en voie d'inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Selon eux, la contradiction est également paysagère avec le Moulin de Laffaux, situé non loin de là.

Pièces remises lors de l'audition :

- 1- délibération du 14 décembre 2012
- 2- délibération du 15 mars 2013
- 3- courrier du 28 mai 2013 de Pinon à l'Ecole des Mines de Douai – M. Tomas
- 4- courrier du 28 mai 2013 aux élus
- 5- document de synthèse pour le livre blanc
- 6- délibération du 4 novembre 2011
- 7- carte « première ligne française le 7 octobre 1917 »

COMMUNE DE PINON

2012/136

L'an deux mil douze, le quatorze décembre à dix neuf heures,
le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni en Mairie en séance
publique sous la présidence de M VITU.

N° 68/2012

OBJET :

Arrêt du PLU
de la commune
d'Allemant .

Etaient présents : M VITU, M PICOT, M FLOQUET, Mme KIELT, M ANCEAUX, M
BREISTROFFER, Mme DETRAILLE, M P.CAUCHOIS, , M DUVIVIER, M
J.CAUCHOIS, M FANTOLI, M MEZIERES, M MARTIN.

Absents : Mme DIAS ALVES, M POLONIO, M MALACAIN Mme COLVEZ, M ROMEU.

Excusés : Mme DIAS ALVES donne pouvoir à Mme KIELT, M MALACAIN donne pouvoir à
Mme DETRAILLE, Mme COLVEZ donne pouvoir à M DUVIVIER, M ROMEU donne
pouvoir à M P CAUCHOIS.

Mme KIELT a été élue secrétaire de séance.

Date de la
convocation
6 décembre
2012
Date
d'affichage
6 décembre
2012

Vu la délibération n° 2012/35 du Conseil municipal d'Allemant en date du 14
novembre 2012 portant comme objet « déclassement des espaces boisés classés
dans le périmètre ICPE (Vallée Guerbette) » décidant de : « déclasser les espaces
boisés situés à l'intérieur du périmètre ICPE mais de préserver une bande d'une
largeur de 30 mètres en deçà des limites de ce périmètre qui sera ainsi interdite de
défrichement selon le document ci-joint »

Nombre de
conseillers :

En exercice :
18

Présents :
13

Votants :
17

Vu la délibération n° 2012/44 du Conseil municipal d'Allemant du 28 novembre
2012 arrêtant le plan local d'urbanisme,

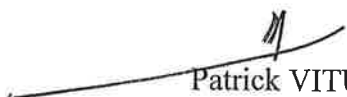
Considérant que le Conseil municipal d'Allemant a ainsi décidé, à la demande de la
société SITA DECTRA, de déclasser une partie des espaces boisés classés,
ceinturant le centre d'enfouissement,

Considérant que cette disposition accentuera les nuisances olfactives récurrentes,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de s'opposer
fermement à ce plan local d'urbanisme.

Fait et délibéré en séance les jour mois et an susdits
Et ont signé au registre les membres présents,

Le Maire,


Patrick VITU



COMMUNE DE PINON

RE MIS PAR PINON (2/7)



L'an deux mil treize, le quinze mars à dix neuf heures,
le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni en Mairie en séance
publique sous la présidence de M VITU.

N°13/2013

OBJET :

Avis sur le
projet arrêté du
PLU
d'Allemant.

Etaient présents : M VITU, M FLOQUET, Mme DIAS ALVES, Mme KIELT, M ANCEAUX,
Mme DETRAILLE, M P.CAUCHOIS, M MALACAIN, M ROMEU, M
DUVIVIER, M FANTOLI, Mme COLVEZ, M MARTIN.

Absents : M PICOT, M J.CAUCHOIS, M POLONIO. M MEZIERES, M BREISTROFFER.

Excusés : M PICOT donne pouvoir à M VITU, M MEZIERES donne pouvoir à M FANTOLI.
Mme DIAS ALVES a été élu secrétaire de séance.

Date de la
convocation

6 mars 2013

Date

d'affichage

6 mars 2013

Nombre de
conseillers :

En exercice :

18

Présents :

13

Votants :

15

L'examen du projet de PLU d'Allemant arrêté le 28 novembre 2012 et reçu en
mairie de PINON le 19 décembre 2012, fait apparaître une erreur manifeste
d'appréciation relative à l'atteinte portée aux espaces boisés situés sur les versants
de la Vallée Guerbette, à l'intérieur du périmètre exploité par la société SITA
DECTRA.

En effet, ne préserver qu'une frange boisée d'une largeur de 30 mètres ceinturant
les talus en partie haute risque, compte tenu de la pente, de favoriser le glissement.

Le rideau végétal ainsi réduit amplifierait les nuisances olfactives et favoriserait
encore plus la propagation du biogaz en direction, entre autre, de la commune de
PINON.

L'arrêté en vigueur signé par le préfet de l'Aisne doit évidemment permettre
l'exploitation du centre d'enfouissement jusqu'en 2015 sans avoir à modifier la
zone où se situent les casiers d'enfouissement.

Après en avoir délibéré, le Conseil émet, à l'unanimité, un avis très défavorable au
projet du plan local d'urbanisme arrêté le 28 novembre 2012 par le Conseil
municipal d'Allemant.

Fait et délibéré en séance les jour mois et an susdits
Et ont signé au registre les membres présents,

Le Maire,

Patrick VITU.





REMIIS PAR PINON(3/7)

Pinon, le 28 mai 2013

M. Thomas

Ecole des Mines de Douai

Département chimie et environnement

941 rue Ch Bourseul

CS 10838

59508 Douai Cedex

Références : vos courriers du 13 et 14 mai 2013.

Pièce jointe : article de presse du 23 mai 2013

Monsieur,

Comme vous le savez, à l'unanimité de ses membres, le Conseil municipal a décidé que la municipalité de Pinon devait quitter le comité dont vous avez la présidence au motif que le protocole engagé ne saurait répondre aux préoccupations des riverains.

En effet, l'idée de faire effectuer des analyses peut paraître séduisante et objective mais on craint qu'au final, la recherche de moyennes ne prenne jamais en compte le cœur du problème à savoir : les pics de pollutions atmosphériques issus du centre d'enfouissement d'Allemant sont-ils ou non responsables des divers symptômes récurrents dont se plaignent les populations riveraines.

Nous estimons que seul le principe d'une surveillance continue, à la source même des émanations potentielles, serait susceptible de permettre des réactions immédiates de l'exploitant qui, au lieu de cela, se contente de donner des explications ..a posteriori.

On a davantage l'impression que le but final de la « commande d'analyses » est d'apporter un élément permettant à l'exploitant d'affirmer que les risques de pollution encourus par les riverains sont acceptables car non dangereux.

D'autre part, je vous invite à lire attentivement l'article ci-joint, du journal l'Union du 23 mai 2013. Il vous éclairera sur le fait que nous n'avons pas confiance en l'exploitant Sita Dectra.

L'une des deux personnes visées était responsable du site d'Allemant en 2008. Pouvez-vous nous dire si, sur les sites évoqués dans l'article de l'union et en dépit des infractions constatée et avouées, la qualité de l'air était satisfaisante ?

Pour répondre à votre question, nous estimons que les mesures que vous envisagez de faire sont très insuffisantes donc inutiles pour répondre à l'inquiétude des riverains.

Enfin, je vous demande de retirer les mentions concernant PINON et son représentant, du protocole.

Recevez, Monsieur le Président du comité « scientifique » l'expression de nos salutations les meilleures.

Le Maire,

Patrick VITU.





Pinon, le 28 mai 2013

M. le Maire d'Allemant
Mmes et Ms les élus

Objet : *décharge d'Allemant,*

Pièce jointe : *article de l'union du 23 mai 2013.*

M. le Maire, Mmes et Ms. les élus,

Nous avons sous les yeux, l'un à côté de l'autre, l'article de l'Union qui titre « *Les déchets contaminés de Sita Dectra déballés devant le juge* » et un document signé le 20 février 2013 par M. le Maire d'Allemant « *gardons notre sang froid !* ».

Contrairement à vous M. le Maire qui affirmez que le centre d'Allemant « *est bien tenu... (malgré deux mises en demeure)* », qui s'interroge sur « *les motivations intimes de certains médecins* », les faits rapportés et les réquisitions visant une personne qui fut responsable du site d'Allemant jusqu'en 2008 ajoutent à nos inquiétudes.

Nous souhaitons attirer votre attention sur les déclarations du Parquet qui dénonce en parlant de Sita Dectra « *...dans une seule logique de profit au détriment de la santé humaine* » ou celles du substitut du procureur qui déclare : « *le comportement frauduleux, dissimulateur, inconséquent de Sita Dectra a rendu possible le pire qui heureusement n'est pas arrivé* »

Faut-il aussi accuser ces magistrats de discours partisans ou idéologiques. Faut-il aussi s'interroger sur leurs motivations intimes ?

Le journaliste rapporte qu'une amende de 30 000€ a été réclamée contre l'entreprise. Il serait certainement intéressant de savoir combien lui ont rapporté ces opérations frauduleuses.

Certes, on pourra nous rétorquer que Reims n'est pas Allemant mais l'exploitant et les responsables dont il est question sont les mêmes et le marché couvre aussi une partie des hôpitaux de l'Aisne.

N'oublions pas qu'à plusieurs reprises, des personnes se sont fortement étonnées de voir entrer à Allemant des véhicules « *hôpital* » et des camions immatriculés 51.

Monsieur le Maire, comment pouvez-vous être aussi sûr de vous quand vous écrivez « *le site d'Allemant est exploité par des femmes et des hommes qui eux se préoccupent de la bonne marche de l'exploitation et de la vie et de la santé de leurs semblables, même si certains esprits chagrins ou pervers véhiculent l'idée que seul le fric dirige les hommes* ». Relisez les 2 470 tonnes de déchets interdits enfouis dans trois aires de stockage.

Qui peut affirmer sans risques qu'il n'y en a pas à Allemant ?

Comment peut-on répondre de l'intégrité des agissements de l'exploitant alors que des exemples comme ceux-ci ne sont pas si rares.

En ce qui nous concerne, ni haine ni passion mais comme nous vous l'avons déjà écrit, plus que jamais nous nous imposons une prudence extrême. Et comme nous l'avons déjà écrit, nous vous rappelons qu'en favorisant les activités et l'extension de la décharge vous porterez, en cas de gros problème, une lourde responsabilité.

Recevez M. le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, l'expression de nos salutations citoyennes.

Le Premier adjoint,

Claude PICOT.

Le Maire,

Patrick VITTE



LIVRE BLANC

Trois domaines d'inquiétudes

- A Les nuisances et la santé des riverains
- B L'environnement et la préservation du paysage
- C La proximité du moulin de Laffaux et le respect de la zone de front

LE CONSTAT

- Des nuisances olfactives à répétition
- Plusieurs de nos administrés se plaignent de problèmes respiratoires et disent ne les avoir qu'à Pinon
- Le manque de solutions efficaces à ces problèmes récurrents.
- La non prise en compte réelle des plaintes exprimées.

Nos interrogations sur la volonté du prestataire à résoudre véritablement les problèmes :

- On nous prévient (parfois) que des problèmes vont survenir
- Lorsque l'on se plaint, on nous donne après coup (grand froid- temps de brouillard) des explications qui relèvent davantage de « la com » que de l'information.
- Par deux fois, les riverains excédés ont barré l'accès au site
- Chaque fois il s'en est suivi une mise en demeure de M. Le Préfet pour infraction à l'arrêté d'exploitation
- Nous déplorons qu'il n'existe aucune action préventive

Nous nous interrogeons sur le suivi des contrôles effectués.

- A chaque fois que nous avons « barré la route », un contrôleur a été appelé, il a relevé des infractions qui, sans ces actions, seraient restées longtemps ignorées. Nous estimons que le contrôle est insuffisant, que l'on fait beaucoup trop confiance à la bonne foi de l'exploitant.

- Quand une mise en demeure est prononcée, nous ne savons jamais ce qu'il advient : quand cesse-t-elle ?, quelles ont été précisément les anomalies constatées ? Quels ont été les travaux effectués.

Nous estimons qu'il y a **un manque de transparence réelle** et que la CLIS laisse trop de place à une présentation rituelle par l'exploitant alors que le temps que nous aimerions voir consacré à la réponse à nos questions est toujours réduit (faute de temps nous dit-on) à la portion congrue.

Nous nous interrogeons sur la présence du CET dans la vallée **Guerbette à l'emplacement exact de la ligne de front stabilisé après le « replis » Hindenburg.** La poursuite de l'exploitation du site induira inévitablement une transformation du paysage à proximité immédiate du moulin de Laffaux est évidemment incompatible avec le classement du Chemin des Dames au patrimoine de l'UNESCO.

Il sera indispensable de surveiller de près les travaux de terrassements qui ne manqueront pas d'être nécessaires en cas d'agrandissement et de transformation du versant de la vallée Guerbette.

Le problème avait déjà été souligné en 1995 au moment de la création de site.

NOS INQUIETUDES

- Inquiétude quant à la qualité de vie des riverains (

Voir charte de l'environnement intégrée à la constitution :

« Chacun a droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé »

- Interrogations sur la légèreté dont on fait part à l'égard des constats établis par les médecins du secteur.
- Inquiétude sur la présence du biogaz qui s'échappe. On nous dit en « revaloriser » 70% alors qu'une mesure n'est faite sur les quantités émises.

Inquiétudes sur la qualité de l'environnement et la transformation du paysage :

- Nous souhaitons conserver en l'état les bois qui entourent la zone actuelle d'enfouissement.
- Nous craignons un entassement d'ordures qui transformerait radicalement le paysage et intensifierait les nuisances actuelles.

- Nous craignons des incendies (il y en a déjà eu) comme se fut récemment le cas à Nurlu dans la Somme.
- Nous craignons pour les nappes phréatiques. Le terrain est crayeux et personne ne peut sérieusement assurer que la couche d'argile ne se fissurera jamais.

DÉSARROI DES DÉCIDEURS

Nous estimons qu'en dépit des problèmes survenus à Allemant et à Grisolles, **l'après 2015 n'a pas été réellement envisagé.**

Tout s'appuie sur le principe que l'on continuerait d'entasser à Allemant alors que les activités doivent cesser en 2015, alors que l'on aura déjà 1,6Millions de tonnes d'ordures dans la vallée Guerbette.

Ce désarroi entraine une certaine hypocrisie des décideurs qui disent nous écouter, nous comprendre ... mais travaillent avec l'exploitant et la mairie d'Allemant pour que la poursuite des activités soit effective.

Hypocrisie concernant les analyses en cours de l'air (financées par l'actuel exploitant) dont le but est de prouver qu'à Pinon l'air est sain (selon la législation en vigueur). On procède donc à des sondages ponctuels, à des moyennes alors que nous souhaitons des analyses continues, à la source, seul moyen d'éviter préventivement les réguliers pics de pollution.

- Nous souhaitons que l'on cherche pourquoi il existe chez certains riverains des problèmes respiratoires qui inquiètent les médecins.

INQUIETUDE CONCERNANT L'EXPLOITANT

Sita Dectra et certains de ses responsables viennent d'être condamnés, à Reims. (voir article de l'Union)
Or parmi ces personnes il en est une qui était responsable du site d'Allemant en 2008.

Comment croire en la bonne foi de l'exploitant compte tenu de l'insuffisance du nombre de contrôles ?

Centre d'Enfouissement IMPLANTE SUR LE SITE DU CHEMIN DES DAMES

-IL semble qu'il y ait **incompatibilité avec le SCOT de la CCA du val de l'Aisne.**

L'an deux mil onze le quatre novembre, à dix neuf heures,
le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni en Mairie en séance
publique sous la présidence de M.VITU.

N° 73/2011

OBJET :

Opposition au
projet
d'agrandissement
du centre
d'enfouissement
des déchets à
Allemant.

Etaient présents : M VITU, M PICOT, M FLOQUET, Mme DIAS ALVES, M ANCEAUX, M
BREISTROFFER, Mme DETRAILLE, M P.CAUCHOIS, M MALACAIN, M
POLONIO, M ROMEU, M DUVIVIER, M J.CAUCHOIS, M FANTOLI, Mme
COLVEZ, M MARTIN.

Absents : Mme KIELT, M MEZIERES.

Excusés : Mme KIELT, M MEZIERES

Mme KIELT donne pouvoir à M PICOT, M MEZIERES donne pouvoir à M FANTOLI.

Mme DIAS ALVES a été élue secrétaire de séance.

Date de la
convocation

20 octobre
2011

Considérant que :

Date

d'affichage

20 octobre
2011

Nombre de
conseillers :

En exercice :
18

Présents :

16

Votants :

18

-la proximité immédiate du centre d'enfouissement des déchets d'Allemant,
génère des nuisances pour la population du PINON avec un pic fin 2008,
-les risques d'incendie, de pollution (air, eau et terre) présentent des risques de
répercussions probables sur la population,
-lors de la réunion publique qui s'est tenue le 19 octobre 2011, la participation
importante de la population (de PINON et des environs) a prouvé sa forte
opposition au projet d'extension du site,
-l'enquête menée auprès des habitants de PINON a confirmé la forte
opposition au projet d'extension du site,
-la ponction de 35 hectares de terres agricoles prévue pour l'agrandissement
du site nuira à la ruralité du paysage,
-la ponction de ces 35 hectares est contraire à la loi « GRENELLE 2 ».
-les risques potentiels conduisent à réclamer l'application du principe de
précaution relatif aux risques pour la santé, la sécurité et l'écologie, inscrit
dans le préambule de la Constitution,

Après en avoir délibéré, le Conseil décide à l'unanimité de s'opposer
fermement à l'extension du centre d'enfouissement des déchets.

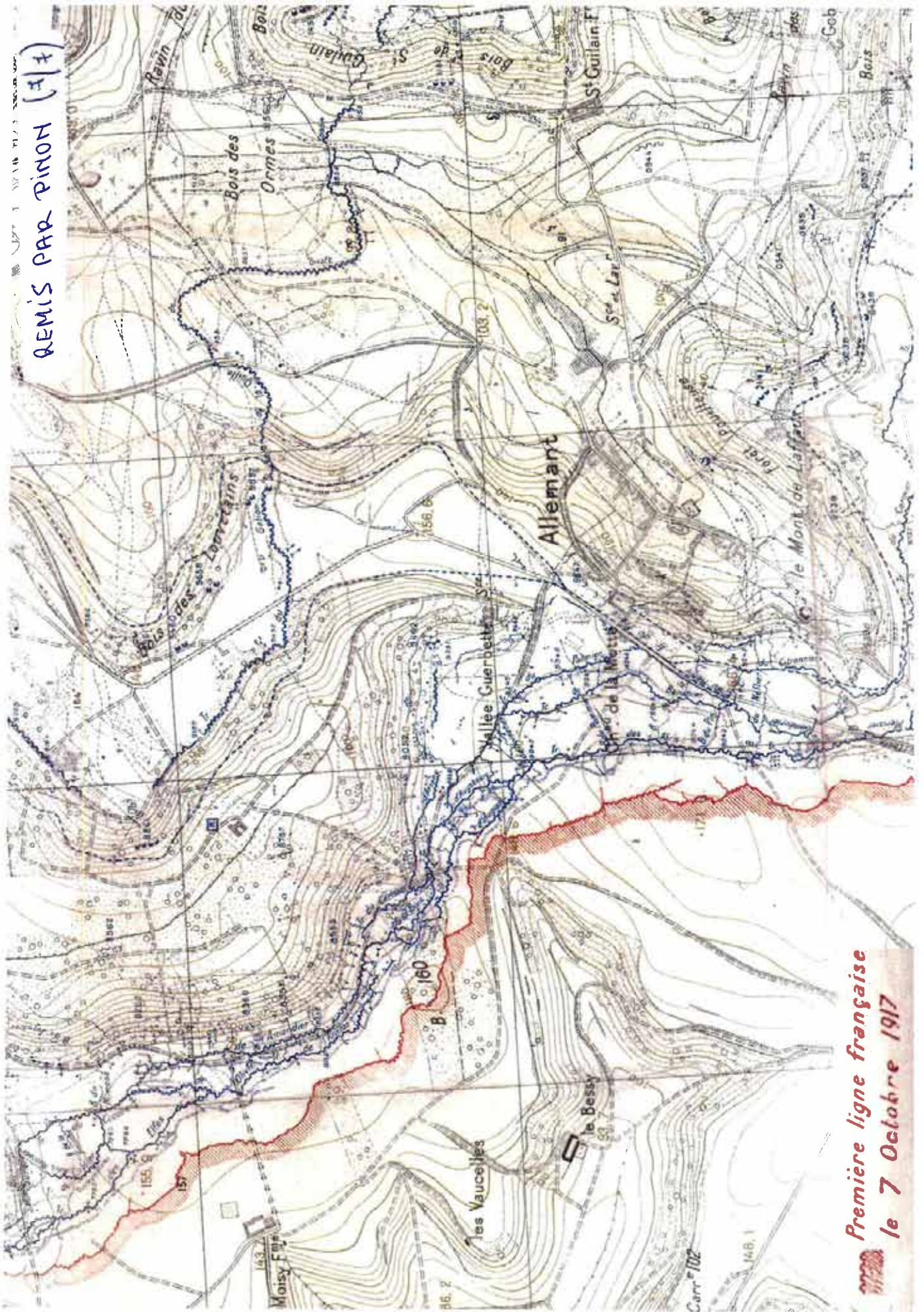
Fait et délibéré en séance les jour mois et an susdits
Et ont signé au registre les membres présents,

Le Maire,


Patrick VITU.



REMIS PAR PINON (A17)



Première ligne française
le 7 Octobre 1917

M. Marc HENNEVEUX, Maire d'Allemant

Date : le mercredi 10 juillet 2013 à 11h

Acteur : Mairie d'Allemant

Personnes rencontrées : Marc HENNEVEUX (Maire)

1. Présentation de l'acteur

Allemant abrite le centre de stockage de déchets.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Elu Maire en 2001, M. Henneveux a vécu l'ouverture de l'installation alors qu'il était encore Conseiller municipal. Les premiers problèmes liés aux odeurs très fortes sont apparus début 2009. Le Maire relève que le Chef de centre avait alors démissionné en 2009 et rapproche ainsi cette démission des problèmes d'exploitation à l'origine des odeurs générées.

SITA-DECTRA lui a indiqué que le gel de condensats dans les tuyaux de transfert du biogaz, en créant un bouchon dans la canalisation, serait à l'origine des odeurs. Le gel de ces condensats est possible en cas d'affaissement des canalisations. Les contre-pentes créées, et par conséquent des stagnations conduisent au gel des fluides. Pour limiter le risque de gel, des cordons chauffants ont été créés autour des canalisations concernées.

Par ailleurs, il semble également établi que lors de conditions météorologiques « normales », le biogaz diffus puisse s'échapper dans l'atmosphère par des flux ascendants. Lors d'épisodes météorologiques comme le brouillard, le biogaz diffus échappé du centre de stockage reste dans les couches d'air les plus proches du sol et peut ainsi être inhalé par les habitants. La simultanéité des événements (brouillard et gel des canalisations) rendrait ainsi les phénomènes d'odeurs plus aigus.

Par ailleurs, l'éventuel dysfonctionnement des brumisateurs de l'installation ne serait pas à mettre en cause. La part de biogaz diffus (qui échapperait par conséquent au dispositif de captage) serait de l'ordre de 15 à 20% du biogaz produit, mais cette part reste dans tous les cas non mesurable en permanence. Courant 2012, le Maire d'Allemant a relevé 18 jours d'odeurs et une durée cumulée de 30 heures sur l'année complète.

2.2. Communication

Le Maire d'Allemant fait état d'une communication satisfaisante avec l'exploitant, que ce soit sur les mises en demeure dont il a fait l'objet ou les actions engagées de manière volontaire, même s'il reconnaît qu'il a du faire preuve d'insistance. Il constate toutefois que la communication entre l'exploitant et quelques communes limitrophes n'existe plus.

3. Les actions engagées par l'acteur

L'ensemble des décisions prises par la commune d'Allemant sont de nature à permettre la poursuite de l'exploitation du site de stockage. De manière volontaire, le Maire visite annuellement, en plus de visites inopinées, le centre de stockage.

Sur la démarche spécifique de Plan Local d'Urbanisme engagée par la commune, l'enquête publique s'est terminée le 9 juillet 2013. Le Maire relève de la part de certains

administrés une confusion entre ce document d'urbanisme et la poursuite d'activité du centre de stockage. Le PLU, tel qu'il est rédigé, permettrait la poursuite d'activité au-delà de 2015, suivant le projet déposé par SITA. En effet, le périmètre de l'ICPE ne change pas, SITA envisage simplement une réorganisation des surfaces à l'intérieur de ce périmètre.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

La couverture définitive des casiers permettra de stopper l'émanation de biogaz diffus, à l'origine des odeurs. C'est, selon lui, la priorité des travaux à engager.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

Le Maire est favorable à l'idée de mesurer en continu la qualité de l'air, mais relève le coût important de l'opération, si elle était mise en œuvre. Le panel des paramètres à rechercher et à analyser pose également question. A titre d'exemple, ATMO Picardie n'a pu répondre à l'appel d'offres lancé par SITA dans le cadre du Comité scientifique de suivi de la qualité de l'air, les molécules à rechercher étant trop nombreuses.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

La commune est favorable à la poursuite de l'exploitation du centre de stockage de déchets à Allemant après juin 2015, sous réserve de la validation administrative des services compétents de l'Etat.

M. Thierry LEFEVRE, Président de VALOR' AISNE

Date : le mercredi 10 juillet 2013 à 14h

Acteur : VALOR' AISNE

Personnes rencontrées : Thierry LEFEVRE (Président)

1. Présentation de l'acteur

Le syndicat de traitement des déchets ménagers VALOR' AISNE assume la compétence du traitement des déchets ménagers. Il couvre, courant 2013, environ 95% de la population axonaise. Il est donc l'acteur départemental majeur du traitement des déchets ménagers. Valor' Aisne possède par ailleurs un contrat avec la société SITA-DECTRA pour le stockage d'une partie des déchets ménagers collectés sur le territoire départemental.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Au départ conçue comme une installation de stockage de déchets standard, SITA a voulu faire fonctionner l'installation en mode bioréacteur. Ce procédé consiste en une maîtrise et une accélération des processus de dégradation des déchets dans une enceinte confinée par le contrôle, par exemple, de l'humidité au sein du massif de déchets et par réinjection des lixiviats sur le massif de déchets. Le centre n'ayant pas été initialement conçu pour ce mode de fonctionnement, des problèmes de jonction entre les différentes bâches sont apparues, à l'origine des fuites, générant elles-mêmes les fortes odeurs ressenties.

La densité, faible mais conforme à la réglementation, des puits de captage du biogaz augmente les possibilités d'émanation de manière diffuse du biogaz.

Le Président estime par ailleurs qu'en compactant de manière importante les déchets, si leur volume et les côtes finales des casiers ont bien été respectés, il est probable que le tonnage de déchets entreposés ait été supérieur au tonnage habituellement constaté pour un volume déterminé. Cette « surcharge » des cellules serait à l'origine d'un dégagement plus important de biogaz, en particulier d'hydrogène sulfuré (H₂S).

2.2. Communication

3. Les actions engagées par l'acteur

VALOR' AISNE est « lié » par le biais d'un contrat existant avec SITA-DECTRA, qu'il charge de stocker les déchets ménagers collectés à Allemant. Valor' Aisne est propriétaire d'une installation de stockage de déchets à Grisolles (Ecocentre La Tuilerie). Sur ce site, il a engagé un certain nombre d'actions et réalisé un certain nombre d'aménagements dont il pense que SITA-DECTRA pourrait s'inspirer à Allemant avec huit puits de captage du biogaz par hectare et une automatisation des vannes en tête de puits de captage du biogaz.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

Le Président de Valor' Aisne pense qu'il est possible d'améliorer le captage du biogaz. L'augmentation de la densité des puits de captage en doublant l'obligation réglementaire

de quatre puits par hectare à huit par hectare, comme c'est le cas à l'écocentre La Tuilerie, pourrait s'ajouter à l'installation de vannes automatisées au niveau des têtes de puits. Le but serait d'améliorer le transfert du biogaz, soit vers l'unité de valorisation, soit vers les torchères. Enfin, il lui semble important de limiter la surcharge par fort compactage, en vue d'éviter les pics de production d'H₂S.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

Pour ce qui concerne le contrôle de la qualité de l'air, des capteurs ont été installés chez des particuliers autour du site de l'écocentre La Tuilerie. Ces capteurs permettent une analyse et une mesure en continu des principales molécules composantes du biogaz. Cette solution pourrait être mise en œuvre autour du site d'Allemant et être installée en des endroits stratégiques autour du centre, en vue de vérifier les émanations de biogaz diffus.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

Le traitement des déchets ménagers dans l'Aisne se fait de manière exclusive par stockage : trois centres de stockage couvrent les zones sud, nord et centre (Allemant). La présence d'un centre de stockage de déchets sur le centre est stratégique. Elle permet un faible coût de traitement des déchets selon lui le plus faible par habitant par rapport aux autres départements français. Le prix de revient s'explique par le coût de l'exploitation du centre en tant que tel (56€ HT/tonne hors TGAP et TGAP réduite car le biogaz est valorisé à plus de 70% du biogaz capté), et par la limitation des flux routiers de transport des déchets.

Si l'activité venait à s'arrêter à Allemant, cette décision se traduirait de manière immédiate par une augmentation du coût de traitement des déchets et une augmentation des flux de camions sur les routes.

La part de déchets ménagers stockés à Allemant est toutefois aujourd'hui relativement faible (environ 30 000 tonnes par an). Seuls les déchets fermentescibles contenus dans ces déchets ménagers sont responsables de la génération de biogaz. Les quantités de biogaz générées sont, dans tous les cas, plus faibles que dans les autres centres de stockage. Il reste donc à maîtriser correctement le captage du biogaz pour limiter, au maximum, le risque d'odeurs.

6. Allemant : après juin 2015

Techniquement, le centre d'Allemant n'est pas indispensable au traitement des déchets ménagers de la compétence de VALOR' AISNE. Ces déchets pourraient très bien être dirigés soit vers l'installation du sud (Grisolles) soit dans celle du nord (Flavigny-Le-Grand-et-Beaurain). Seule demeure la question du devenir des Déchets d'Activité Economique (hors compétence VALOR' AISNE), puisqu'ils constituent aujourd'hui la part la plus importante des déchets stockés à Allemant.

**M. Gilles EVRARD, Directeur des activités stockage zone Est,
SITA-DECTRA**
**M. Nicolas MOLLIARD, Responsable Développement,
SITA-DECTRA**

Date : le mardi 16 juillet 2013 à 11h

Acteur : SITA-DECTRA

Personnes rencontrées : Gilles EVRARD (Directeur des activités stockage zone Est),
Nicolas MOLLIARD (Responsable développement)

1. Présentation de l'acteur

SITA-DECTRA demeure l'exploitant et propriétaire de l'installation de stockage de déchets d'Allemant, en précisant qu'à la faveur de l'évolution des entreprises, la société a changé de nom depuis sa création. Initialement, il s'agissait de TRAVADEC. Aujourd'hui, SITA-DECTRA demeure une filiale régionale de services de SITA France, appartenant au groupe SUEZ Environnement.

SITA-DECTRA possède à la fois des contrats avec des collectivités (VALOR' AISNE par exemple) et des contrats avec des privés pour le stockage de leurs déchets d'activité économique.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Les premiers dysfonctionnements et nuisances olfactives sont apparus en 2008-2009. Un manque de réactivité et de communication adaptée est reconnu par les représentants de l'entreprise. Dans les années qui ont suivi, la situation a perduré. Parmi les raisons à l'origine des nuisances, SITA-DECTRA évoque le passage à un fonctionnement en mode bioréacteur, avec la mise en place de niveaux drainants pour la recirculation des lixiviats sur un site qui n'était pas, initialement, conçu à cette fin.

Par ailleurs, des épisodes de gel de canalisations de transfert du biogaz ont conduit à des difficultés d'acheminement à l'installation de valorisation et par conséquent, à sa diffusion dans l'air dans des proportions, cependant, indéterminées. Enfin, la couverture non régulière des casiers accentue le dégagement de biogaz diffus et par conséquent non capté.

SITA-DECTRA relève également que les fréquents changements de personnel avec trois responsables locaux en quatre ans, sans pour autant constituer une excuse, n'ont pas facilité la bonne gestion du site.

Pour l'exploitant, la « surcharge » des cellules, en réalité le compactage des déchets afin d'augmenter les densités, mais en maintenant les volumes autorisés, n'est pas à l'origine des nuisances olfactives.

2.2. Communication

Dès les premiers dysfonctionnements rencontrés, faute d'une communication adaptée, les relations entre la société, les élus et les riverains sont devenues très tendues. SITA-DECTRA a encore récemment rencontré les acteurs locaux qui le souhaitent mais le dialogue est impossible avec les associations Qualit'aisne, Vauxaillon Nature ou encore la Mairie de Pinon.

3. Les actions engagées par l'acteur

Autorisé à exploiter par un arrêté préfectoral, SITA-DECTRA est chargé de respecter les termes de l'arrêté préfectoral ainsi que la réglementation générale. Au titre du non-respect de cet arrêté, la société a été mise en demeure le 11 février 2013 de réaliser la couverture finale des casiers 2 à 4. Au début de l'été 2013, les travaux étaient en cours. Des raisons techniques et financières sont avancées pour expliquer que ces casiers n'ont pas été couverts de manière définitive en temps voulu.

Par ailleurs, si jusqu'alors, la couverture des casiers à l'avancement n'était pas systématique, une couverture intermédiaire est aujourd'hui réalisée à une fréquence hebdomadaire. En réalisant ces aménagements, des pentes assez importantes sont prévues dans le but que les tassements à venir ne génèrent pas de contre-pentes, elles-mêmes pouvant être à l'origine de désordres hydrauliques. Des actions complémentaires, visant à améliorer le captage du biogaz, sont, par ailleurs, engagées.

Certains tronçons du réseau de captage et de transfert du biogaz ont été renforcés, en vue notamment de limiter les risques liés au gel. La densité des puits de captage s'avère déjà supérieure à ce que prévoit la réglementation avec huit puits au lieu de quatre à l'hectare. Douze puits ont notamment été réalisés de mai à juillet 2012. Avec les travaux de couverture finale des casiers 2 à 4, le raccordement de réseaux périphériques de captage du biogaz est maintenant réalisé.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

Le vannage des têtes de puits reste manuel. L'exploitant n'envisage pas pour l'instant de les asservir automatiquement. L'exploitant est par ailleurs surpris que l'ensemble des puits soit équipé de la sorte à l'écocentre La Tuilerie. Au-delà de la question économique, cette solution permettrait de notables améliorations.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

- *Qualité de l'air*

L'une des premières actions engagées fut la mise en place d'un jury de nez. Celle des « nez électroniques » permanents est à l'étude. Un Comité scientifique a par ailleurs été créé à l'initiative de SITA-DECTRA. Son objectif est de réaliser une campagne de mesures assez poussée en terme de paramètres analysés et sur une durée prolongée.

- *Qualité des eaux souterraines*

Lorsque les opposants au projet craignent des infiltrations des lixiviats vers les nappes souterraines, SITA-DECTRA indique qu'il n'y a pas de surveillance en continu du plancher d'argile. La réalisation d'un sondage dans cette couche d'argile créerait justement un risque de transfert vers les nappes. Un contrôle a, par contre, été réalisé lors de la première phase de travaux. Pour SITA-DECTRA, le compactage important des déchets demeure sans impact sur la tenue du plancher d'argile : des études géotechniques l'attestent. En outre, le constat a déjà été réalisé au sein de l'entreprise que la perméabilité d'un massif de déchets compactés est inférieure à celle demandée par la réglementation pour un massif d'argile utilisé en barrière passive.

Des piézomètres situés en amont et en aval renseignent par ailleurs, par le biais de mesures régulières, des éventuelles atteintes de la qualité de la nappe. Ces résultats sont communiqués en CLIS et repris dans les rapports d'activité. Dans le cas d'une atteinte de la qualité des eaux, si la situation l'exige, un protocole est prévu allant du renforcement du suivi à des travaux de barrière hydraulique et à une tranchée drainante.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

Aujourd'hui, la part des ordures ménagères résiduelles (à l'origine de la production de biogaz car contenant des fermentescibles) est de l'ordre de 20 à 30% des déchets accueillis sur le site. Cette proportion baisse d'ailleurs régulièrement. La majeure partie des déchets arrivant sur site sont des déchets issus de contrats privés passés avec les entreprises.

La place du site d'Allemant n'est, en conséquence, pas prépondérante pour le traitement des déchets ménagers, mais le site reste important pour le traitement des déchets d'activité économique, en dehors de toutes considérations macro-économiques, notamment en matière de coût du service au niveau départemental.

De manière générale, la baisse trop importante des volumes de déchets traités dans un centre peut conduire un exploitant à mettre en veille certains sites et à trouver des solutions avec un transfert vers d'autres sites. Au plan national, SITA-DECTRA a déjà vécu cette expérience dans des départements voisins.

Pour autant, pour aller dans le sens des ambitions nationales et européennes en matière de prévention des déchets et de valorisation accrue, l'objectif de SITA, au niveau national, est de passer le ratio tonnes triées/tonnes stockées de 1 / 2 à 2 / 1 en 2015.

Enfin, les représentants de l'entreprise indiquent que la déchèterie existante sur site est ouverte aux locaux, même le samedi matin, ce qui constitue un avantage local.

6. Allemant : après juin 2015

Un dossier de demande d'exploitation a été déposé par SITA-DECTRA pour une période allant de juillet 2015 à 2027. Dans le courant de l'été 2013, des compléments ont été demandés à l'entreprise par les services de l'Etat.

Les représentants de SITA-DECTRA précisent que les éventuelles craintes d'obtenir une « montagne » de déchets sont infondées. Il s'agit bien de la création de nouveaux volumes obtenus en réorganisant le site, sur un périmètre identique à l'actuel.

**M. Alexandre TOMAS, Ecoles des Mines de Douai,
Président du Comité scientifique de la qualité de l'air**

Date : le mercredi 11 septembre 2013 à 14h

Acteur : Comité scientifique de la qualité de l'air

Personnes rencontrées : Alexandre TOMAS (Président du Comité)

1. Présentation de l'acteur

Le Comité scientifique de la qualité de l'air a été créé à l'initiative de SITA-DECTRA. Il est composé de SITA-DECTRA, d'experts indépendants en matière de qualité de l'air dont les autorités administratives, d'élus et d'associations environnementales. Ce Comité n'a pas de statut particulier. Il n'obéit à aucune réglementation. Considérant les plaintes en matière d'odeurs, sur la base notamment de courriers des associations environnementales mettant en cause le biogaz généré sur le site comme responsable, l'exploitant a créé ce comité dans le but d'élaborer un protocole de suivi et mesure de la qualité de l'air aux alentours du site. Alexandre Tomas préside ce Comité. Il est enseignant-chercheur à l'Ecole des Mines de Douai. Il est spécialiste de ce qui a trait à la qualité de l'air et à sa chimie. Ses fonctions l'amènent également à donner une formation aux inspecteurs des DREAL.

2. La campagne de mesure de la qualité de l'air

En premier lieu, la distinction est faite entre la qualité de l'air et les odeurs. La qualité de l'air peut être évaluée de manière très standardisée. Elle obéit à des normes. Les odeurs et leurs intensités renvoient à des notions très subjectives, chaque individu perçoit différemment les odeurs.

La qualité de l'air, puisqu'elle est basée sur des mesures de concentrations des différents composés présents dans l'air, donne une idée très précise de son éventuelle « toxicité ».

Les odeurs, quant à elles, sont générées par la présence dans l'air de composés « odorants », lesquels présentent des niveaux de toxicité très variables. Il est également possible que dans l'air soient présentes des molécules toxiques sans pour autant générer d'odeurs. Les odeurs ne sont donc pas représentatives d'une éventuelle qualité de l'air dégradée, même si des « pics » d'odeurs peuvent générer des problèmes de santé, le plus souvent aigus. Une mauvaise qualité de l'air génère, elle, un problème de santé publique. M. Tomas indique par ailleurs que le lien odeurs-composés n'est pas toujours direct.

De ces remarques, il en découle que le Comité scientifique s'occupe délibérément de la qualité de l'air et non des odeurs, qui y sont associées ou non.

Avant de lancer la campagne de mesures 2013-2014, plusieurs études sur la qualité de l'air autour du site ou sur site avaient été réalisées par le passé : IRH en 2003, Europol en 2004, Véritas en 2009 et ATMO en 2011.

Pour toutes ces études, le constat a été fait que leur durée était trop courte, et qu'elles ne pouvaient conclure à la qualification de la qualité de l'air autour du site, notamment au regard de la Directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe. En conséquence, il a été décidé de porter la durée de la campagne de mesures à deux fois cinq semaines dont cinq à l'été et cinq semaines cet hiver.

Pour cette campagne, la question de la fréquence des mesures de chaque paramètre s'est également posée lors de l'élaboration de ce protocole. En effet, les moyennes de concentrations sur 24h éclipsent inévitablement les phénomènes de pics puisque plus leur durée aura été courte, plus ils seront « lissés », et même invisibles dans les valeurs moyennées. Ainsi, le Comité scientifique a décidé de réaliser des mesures et des analyses à des fréquences relativement élevées : par exemple, le méthane, composant majoritaire du biogaz produit par fermentation des déchets fermentescibles a été analysé avec des fréquences allant jusqu'à la seconde, mais le plus souvent à la minute.

Les premiers résultats de la première campagne de mesures estivales sont attendus fin novembre 2013. Par ailleurs, M. Tomas indique que dans le but de corrélérer la qualité de l'air ambiant et l'origine des éventuelles molécules détectées, la composition du biogaz produit et qui s'échapperait éventuellement du site de manière diffuse ou de manière accidentelle, a été analysée. A titre d'exemple, il est en effet possible que la campagne de mesures aboutisse à la détection de molécules d'une certaine toxicité et que, composition du biogaz produit à l'appui, ces molécules ne soient pas toutes liées au site d'Allemant.

M. Tomas estime, par ailleurs, que la campagne de mesures ainsi réalisée sur dix semaines est, a priori, suffisante pour juger de la qualité de l'air.

3. Solutions préconisées / proposées

La mise en place de capteurs permanents doit être envisagée en ayant à l'esprit l'imprécision relative des valeurs données : la plupart de ces dispositifs ne donnent que des gammes de valeurs (entre 1 et 10 ppm...) et les capteurs dérivent rapidement dans le temps : il y a donc nécessité de les étalonner régulièrement.

En vue d'une réaction plus rapide de la part de l'exploitant, M. Tomas estime que la mise en place de capteurs permanents d'H₂S, avec une fréquence d'analyse/alerte à la minute près, serait une bonne solution.

Il pense qu'une meilleure exploitation du site permettrait également de réduire le phénomène d'odeurs. Même s'il ne les a pas ressenties personnellement, il admet, à la lumière des nombreux témoignages, que des odeurs plus ou moins gênantes existent.

Toujours sur la question des odeurs, il recommande la réalisation d'une étude de gêne olfactive (étude statistique, avec enquêteurs, sociologues, etc.). Enfin, comme cela a été fait avant la campagne de mesures estivales, il recommande des analyses précises et régulières du biogaz produit et capté, ceci afin de vérifier sa composition et suivre son évolution dans le temps. Jusqu'à 200 molécules peuvent, en effet, être détectées dans le biogaz.

**M. Patrice SAINT-SOLIEUX, Inspecteur des Installations
Classées pour la Protection de l'Environnement,
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement (DREAL) de Picardie**

Date : le mercredi 11 septembre 2013 à 15h

Acteur : DREAL

Personnes rencontrées : Patrice SAINT-SOLIEUX (Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement – I.C.P.E.)

1. Présentation de l'acteur

La DREAL est chargée de la mise en œuvre de la réglementation nationale en matière d'environnement. Plus particulièrement, les installations de stockage de déchets font l'objet d'arrêtés préfectoraux dont le suivi de la mise en œuvre est réalisé par les inspecteurs des I.C.P.E., pour le compte des Préfets. Depuis deux ans, M. Saint-Solieux est ainsi chargé du suivi de l'installation d'Allemant.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Le lien dysfonctionnements-nuisances olfactives n'est pas clairement établi, mais plusieurs dysfonctionnements ou problèmes dans l'exploitation du site ont été rencontrés.

Dès les premières années, les casiers n'ont fait l'objet que d'un remplissage partiel, dans le but de revenir ultérieurement combler les premiers ainsi entamés, alors que les arrêtés préfectoraux en vigueur prévoyaient un remplissage complet avant sa couverture définitive. Ces couvertures temporaires ont certainement contribué à un mauvais captage du biogaz produit.

De la même manière et début 2013, les casiers 3 et 4, dont l'exploitation est terminée depuis plus d'un an, n'étaient pas couverts de manière définitive. Cette situation a nécessité un arrêté préfectoral de mise en demeure sous six mois (arrêté du 11 février 2013).

Lié à des contre-pentes, le gel des canalisations de captage de biogaz, conséquence d'une mauvaise exploitation du site, a également généré des bouchons et par conséquent, les émanations accidentelles de biogaz dans l'atmosphère.

2.2. Communication

La C.L.I.S. reste le lieu privilégié d'échanges entre l'Etat, l'exploitant et les représentants des collectivités et associations.

3. Les actions engagées par l'acteur

Jusqu'à la période de post-exploitation du site, le rôle de l'inspecteur I.C.P.E. est d'instruire le dossier initial de demande d'exploiter. Entre temps, au moins une visite annuelle du site est réalisée. Il anime, par ailleurs, avec le Préfet et ses représentants, les réunions de la Commission Locale d'Information et de Surveillance (C.L.I.S.).

Le premier arrêté d'autorisation d'exploiter a été donné le 7 août 1996. La fermeture est prévue le 30 juin 2015, début de la période post-exploitation trentenaire.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

La mise en place de drains horizontaux couplée à quatre puits à l'hectare peut être aussi efficace que huit puits à l'hectare. Considérant les manquements en termes d'exploitation depuis l'ouverture du site, il est probable qu'il faille terminer l'exploitation des casiers 6 et 7 avant de revenir sur les premiers casiers exploités.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

La protection des nappes est assurée avec un aménagement des casiers, notamment avec de l'argile et avec une membrane, réalisée dans les règles de l'art, conformément aux réglementations nationales et locales en vigueur.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

Un dossier de demande d'exploitation a été déposé par SITA-DECTRA pour une période allant de juillet 2015 à 2027. Courant de l'été 2013, des compléments ont été demandés par l'Etat à l'entreprise.

De plus, considérant qu'à la date de fermeture du site telle que le prévoit l'arrêté préfectoral au 30 juin 2015, le tonnage total attendu initialement ne sera pas atteint, le dossier de demande d'exploitation devra donc être revu en distinguant la prolongation d'activité pour terminer l'exploitation du site actuel (atteinte du tonnage initial dans le respect des côtes finales attendues) de la demande d'extension jusqu'en 2027 avec de nouveaux volumes de stockage.

La durée nécessaire, approximative, pour combler les vides de fouille connus à ce jour peut être évaluée à un maximum de deux ans au-delà de la date du 30 juin 2015.

<p>M. Benoit ROCQ, Directeur-adjoint, ATMO PICARDIE M. Etienne ESCAT, Chargé d'études</p>

Date : le vendredi 13 septembre 2013 à 11h

Acteur : ATMO Picardie

Personnes rencontrées : Benoit ROCQ (Directeur-Adjoint) et Etienne ESCAT (Chargé d'études)

1. Présentation de l'acteur

Association de loi 1901 créée le 30 octobre 1978, ATMO Picardie assure la surveillance de la qualité de l'air en Picardie. Elle est membre du Comité scientifique pour la qualité de l'air créé à l'initiative de SITA-DECTRA. ATMO Picardie était, auparavant, intervenue du 5 au 19 décembre 2011 pour réaliser un bilan qualité de l'air sur la commune d'Allemant (Rapport d'essai N°2011/29/R), et pour le compte de cette même commune. Cette étude a conclu à une non-atteinte de la qualité de l'air autour du site.

2. Considérations sur la qualité de l'air

Comme une grande majorité d'associations du même type, ATMO réalise uniquement des mesures à l'air ambiant. Les mesures à l'émission sont le plus souvent de la compétence de bureaux d'étude privés. Une distinction cependant doit être opérée entre des capteurs dits passifs qui fonctionnent par adsorption et qui visent à une mesure moyennée (généralement sur plusieurs jours) des capteurs dits actifs qui, eux, fonctionnent par pompage pour donner des mesures généralement ponctuelles.

Des mesures en continu autour du site avec des valeurs moyennées ou lissées n'ont pour but que d'évaluer la qualité de l'air. Elle est en lien direct avec l'impact sanitaire. Une mauvaise qualité de l'air, couplée à une exposition à long terme, peut engendrer un problème sanitaire. Les pics de concentrations peuvent également engendrer des nuisances notamment olfactives mais ne sont pas de nature à causer un risque sanitaire, dès lors que la qualité de l'air « moyennée » est correcte.

Cependant, les mesures moyennées masquent les pics de concentrations. Dans le cas d'une étude portant sur les odeurs, des mesures à fréquence élevée s'imposent de manière à faire ressortir ces pics. Pour le cas particulier de l'hydrogène sulfuré (H_2S), il existe un seuil de saturation olfactive au-delà duquel il n'y a plus d'odeur. De manière générale, la non-existence d'odeurs peut donc révéler soit l'absence, soit au contraire la présence à haute concentration d' H_2S .

3. Solutions préconisées / proposées

Concernant le protocole pour l'évaluation de la qualité de l'air, dans le cadre du Comité scientifique, ATMO Picardie recommande, conformément à la directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe, une campagne sur une durée minimale de huit semaines.

Sur une éventuelle obligation de mettre en place un suivi en continu de la qualité de l'air, les représentants indiquent qu'ATMO l'a déjà réalisé autour d'un incinérateur. Un tel suivi pour un centre de stockage de déchets serait assez novateur.

M. Gilles GASTEL, Maire de Vauxaillon

Date : le vendredi 13 septembre 2013 à 14h

Acteur : Mairie de Vauxaillon

Personnes rencontrées : Gilles GASTEL (Maire Vauxaillon)

1. Présentation de l'acteur

Limitrophe d'Allemant, la commune de Vauxaillon est impactée par des nuisances olfactives. D'abord Maire de 1989 à 1995, puis, début 2013, à la faveur de la démission de certains membres du conseil municipal, M. Gastel a été réélu Maire.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

M. Gastel tient à replacer le site d'Allemant dans le contexte local, déjà fortement marqué sur un plan environnemental. La décharge de Vauxaillon, exploitée par SITA, a, en effet, fait l'objet, selon lui, de nombreux manquements en termes d'exploitation, et notamment vis-à-vis de l'arrêté préfectoral autorisant son activité. Il cite des lixiviats stockés à l'air libre, des problèmes de pentes instables, une implication toujours a minima de la part de l'exploitant et même des déchets hospitaliers qui auraient été accueillis sur site.

En 1996, le site de Vauxaillon a fermé, le projet d'extension n'ayant pas été accordé. Récemment encore (en 2009), à l'occasion de travaux d'eau potable, des déchets auraient été découverts sous un chemin rural, à côté de l'ancienne décharge. M. le Maire craint donc une pollution importante des nappes.

Concernant le site d'Allemant, la commune de Vauxaillon est fortement incommodée par des nuisances olfactives. La population craint pour sa santé. La pollution liée au site est, pour le Maire, avérée. Il dénonce par ailleurs une non-étanchéité des membranes en fond de casiers, estimant qu'elles sont poinçonnées.

2.2. Communication

M. Gastel participe aux réunions de la CLIS. Il regrette de manière générale son fonctionnement (Cf courrier du 26 juin 2013 adressé au Préfet en annexe). Aux questions posées, l'exploitant n'a pas fourni de réponse immédiate, notamment sur le tonnage cumulé sur site depuis l'ouverture. Le rapport décennal, qui n'avait pas été réalisé en temps et en heure, mais finalement produit par SITA, n'a pas été commenté. Il déplore également le fait que les données présentées, notamment sur la qualité des eaux au niveau des piézomètres, ne soient pas constamment mises en corrélation avec l'état initial, avant exploitation.

3. Les actions engagées par l'acteur

La commune est fortement impliquée en tant qu'opposant au projet d'extension de l'installation d'Allemant.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

En vue de limiter les quantités produites de biogaz, à l'origine des nuisances olfactives, l'idée générale est d'arrêter l'enfouissement des déchets fermentescibles. Sans déchet fermentescible, une installation de stockage de déchets peut continuer à recevoir des déchets ultimes. C'est, selon lui, sa vocation.

Dans tous les cas, le centre d'Allemant doit fermer en 2015. Il précise, au regard de l'état actuel du site, que la période de post-exploitation trentenaire posera de sérieux problèmes. La décharge doit donc être remise au plus « propre » rapidement.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

- *Qualité de l'air*

M. Gastel estime aberrant que SITA-DECTRA, comme tout autre industriel, ne mesure pas ses rejets polluants. Concernant le protocole de mesure de la qualité de l'air, il s'y oppose au motif que les points de mesure n'ont pas été placés là où les odeurs sont principalement ressenties. Si on lui avait demandé, il aurait été favorable à ce qu'il y ait des mesures réalisées entre les communes de Pinon et Vauxaillon, au niveau d'un pont enjambant le ru Guerbette.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

Le centre d'ALLEMANT doit fermer en 2015. Si la DREAL est en charge du suivi du site, il estime qu'elle n'a pas, de manière générale, les moyens pour assurer un suivi satisfaisant des installations classées.

Pièces remises lors de l'audition :

1- courrier au Préfet du 18 juin 2013



Vauxaillon, le 26 juin 2013

REMIS PAR VAUXAILLON (1/1)

Objet : Réunion CLIS en Sous-préfecture de Soissons le 18 juin 2013

Monsieur le Préfet,

Nous regrettons vivement la manière dont s'est déroulée la dernière CLIS de la décharge d'Allemant.

En effet, la part belle est donnée à Sita Dectra et à Atmo Picardie ; le constat : un défilé de tableaux et d'images choisies dans et hors du document destiné au public ; le commentateur se contente de lire les documents.

Or, nous sommes destinataires des documents destinés au public ; nous les avons lus ; il nous semble plus productif que ces documents soient judicieusement commentés par l'Inspecteur des Installations Classées d'une part, et d'autre part qu'il soit possible aux associations et autres participants de poser leurs questions.

Nous avons observé des écarts sensibles entre les informations contenues dans le document destiné au public de 2011 et celui de 2012.

Nous n'avons pas pu faire part de nos remarques faute de temps : les deux derniers points de l'ordre du jour n'ont pas été abordés.

Que dire de l'intervention d'Atmo Picardie : un défilé d'images illisibles, pas significatives au plan statistique, pour tenter de nous convaincre du bien-fondé du jury des nez.

Nous ne pouvons que déplorer de voir que l'on utilise des humains pour déceler les émanations de biogaz dans l'atmosphère, alors même que ce biogaz contient des substances toxiques.

Toute entreprise industrielle responsable mesure ses propres paramètres en continu dans le milieu où les pollutions sont produites afin de réagir au plus vite.

Il est à observer que nous sommes en permanence dans le curatif et pas dans le préventif.

Le gel est en permanence l'argument avancé ; il se trouve que lorsqu'il ne gèle pas les problèmes existent aussi ; l'explication fournie ne peut justifier la paralysie du système d'aspiration et/ou de dépression du biogaz.

Nous observons d'ailleurs que les nombreux appels ou écrits faits par la population ne sont pas suivis d'actions concrètes dont nous serions informés.

Des remarques désagréables ont été faites quant à l'attitude et/ou la position des médecins et de la mairie de Pinon ; le choix des uns et des autres est au moins aussi respectable que les positions prises par le comité Dectra qui est juge et partie.

A propos de ce comité Dectra, il n'a jamais été question de prendre en compte d'autres avis et de faire le chemin nécessaire pour obtenir le consensus ; il a été clairement exprimé que les dés étaient jetés dès l'ouverture des séances de travail, cela valide notre position vis-à-vis de ce comité.

Ce que nous souhaitons en CLIS, c'est une transparence totale ; à savoir des réponses claires aux questions posées ; une analyse fine des documents produits et un commentaire précis de l'inspecteur des Installations Classées.

Nous allons consulter d'autres membres de la clis pour vous demander une nouvelle réunion afin de répondre à nos attentes.

En effet, Monsieur le Sous-préfet nous a demandé de garder nos questions pour la fin : il n'y a pas eu de fin.

Nous espérons donc pour cette nouvelle réunion une animation qui permette à chacun de s'exprimer et d'en ressortir avec les réponses précises à ses questions ; non un plaidoyer de Sita Dectra pour défendre la gestion de son site.

Veuillez croire, Monsieur le Préfet, en nos respectueuses salutations

Gilles GASTEL

Maire de Vauxaillon et Membre de la CLIS représentant Vauxaillon Nature

Copie : M. le Sous-préfet

**Mme Annick VENET, Conseillère générale du canton
de Vailly-sur-Aisne,
Présidente de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne
(CCVAisne)**

Date : le mercredi 18 septembre 2013 à 9h30

Acteur : CCVAisne

Personnes rencontrées : Annick VENET (Présidente de la CCVAisne et Conseillère générale du canton de Vailly-sur-Aisne)

1. Présentation de l'acteur

La commune d'Allemant est située dans le canton de Vailly-sur-Aisne et appartient à la CCVAisne. Conseillère générale, Mme Venet préside la Communauté de communes.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Les premières nuisances remontent à l'hiver 2008-2009 durant lequel le gel de canalisations a généré des dégagements de biogaz. De plus, le problème n'a pas été pris en compte au niveau de l'encadrement de l'exploitant. La dernière CLIS a fait état d'un remplissage désorganisé des casiers.

2.2. Communication

Mme Venet a pu rencontrer ces dernières années l'ensemble des acteurs. Elle estime que les échanges (de tout ordre) entre les associations, les élus et l'exploitant sont trop durs, allant jusqu'au manque de respect. Elle regrette que les associations s'engagent peu dans les actions menées par l'exploitant, que ce soit dans le jury de nez ou sur les possibilités d'implantation de points de mesure de la qualité de l'air. De même, elle regrette, du côté des opposants au projet d'extension, le manque de distinction (volontaire ou non) entre la démarche de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune d'Allemant et le projet d'extension du site.

La C.L.I.S. demeure, pour elle, le lieu privilégié d'échanges entre l'Etat, l'exploitant et les représentants des collectivités et associations. Lors de la dernière réunion de cette Commission, Mme Venet a par ailleurs perçu de la part de l'exploitant une volonté de remettre le site aux normes, et de mettre tout en œuvre pour améliorer les dysfonctionnements actuels à l'origine des odeurs. Elle est également persuadée de l'implication de l'Etat et de sa détermination à faire appliquer la réglementation en vigueur sur ce site.

3. Les actions engagées par l'acteur

La CCVAisne a été consultée pour avis sur le projet de PLU de la commune d'Allemant. Un avis favorable a été donné avec une préconisation sur le maintien de la ceinture boisée autour du site.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

Madame Venet n'a pas d'avis technique à formuler sur les solutions d'amélioration.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

Elle considère Allemant comme un site à vocation économique, important pour la gestion des déchets dans l'Aisne. Il est par ailleurs situé à un endroit stratégique, à proximité de la RN2. Sans ce site, la solution amènerait à exporter les déchets sur un autre site ou hors département, avec des conséquences financières pour l'usager.

6. Allemant : après juin 2015

Concernant la poursuite d'activité au-delà de 2015, c'est avant tout aux autorités administratives d'instruire les dossiers et de s'assurer que sur les plans environnemental et technique, tout est et sera respecté par l'exploitant avec des travaux de couverture et une meilleure gestion des odeurs. Si l'Etat estime que ces garanties sont apportées, il est important de conserver le site d'Allemant comme site de stockage de déchets.

Mme Danielle HARANT, Président de la Communauté de Communes des Vallons d'Anizy (CCVAnizy)

Date : le mercredi 18 septembre 2013 à 11h00

Acteur : CCVAnizy

Personnes rencontrées : Danielle HARANT (Présidente de la CCVAnizy)

1. Présentation de l'acteur

La CCVAnizy comprend les communes de Pinon et Vauxaillon, limitrophes de la commune et du site d'Allemant. Les plaintes d'odeurs se concentrent sur ces trois communes. Présidente de la CCVAnizy, Mme Harant, est par ailleurs Vice-Présidente du SIRTOM du Laonnois, compétent pour la collecte des déchets ménagers sur le secteur. Elle est élue depuis 2001.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Le constat est fait que les nuisances touchent les trois communes précitées mais qu'en contrepartie, la CCVAnizy ne tire aucun avantage de cette proximité immédiate. Sur les impacts sanitaires, l'étude de l'ARS a montré qu'il n'y avait pas de sur-incidence de cas de lymphomes détectés sur le secteur. Toutefois, ces conclusions sont rejetées par les associations environnementales et les Mairies de Pinon et Vauxaillon. « Ces derniers temps », elle n'a pas relevé de nouveaux problèmes d'odeurs.

2.2. Communication

Mme Harant constate que les élus de Pinon ont dénoncé la partialité du Comité scientifique pour la qualité de l'air et ont souhaité le quitter. Ils ont également refusé que, dans le cadre de la campagne d'analyse, des capteurs soient installés sur le territoire communal.

Récemment (courrier du 16/04/2013), la CCVAnizy a été saisie par le collectif (associations Qualit'aisne et Vauxaillon Nature, Mairies de Pinon et Vauxaillon) pour que la CCVAnizy s'engage davantage. La question de la compétence collecte déchets transférée au SIRTOM, les nuisances liées à l'H₂S ont notamment été abordées.

3. Les actions engagées par l'acteur

La CCVAnizy a délibéré fin 2011 contre le projet d'extension du site, avec en toile de fond la préservation de la qualité de vie des habitants du territoire intercommunal.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

SITA-DECTRA semble faire tout ce qu'elle peut mettre en œuvre, mais Mme Harant sait qu'il ne peut y avoir zéro odeur pour ce type d'installation. Quand bien même des améliorations seraient apportées, la population est contre une éventuelle extension. De plus, elle estime que même si toutes les précautions sont prises pour limiter tel ou tel risque, des accidents sont toujours possibles.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

Le coût de traitement des déchets est relativement bas dans l'Aisne. Mme Harant a conscience que si on envoie les déchets ailleurs, le coût du service pour l'utilisateur sera bien supérieur au coût actuel.

6. Allemant : après juin 2015

La CCVAnizy a délibéré contre toute nouvelle extension du site (délibération du 24 novembre 2011).

Pièces remises lors de l'audition :

1- délibération du conseil communautaire du 24 novembre 2011

REMIS PAR CC VALLONS
D'ANIZY (1/1)



EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance 24 novembre 2011

Délibération n°7

Objet : Projet d'extension du centre d'enfouissement

Rapporteur : Danielle HARANT

Exposé :

Considérant les nuisances que subissent actuellement les habitants des communes proches du centre d'enfouissement implanté à Allemant géré par la société SITA DECTRA,

Considérant le danger qu'il présente aujourd'hui pour la santé et l'environnement,

Considérant les fortes inquiétudes que suscitent parmi la population et les élus de ces mêmes communes les perspectives d'agrandissement de ce centre,

Le conseil Communautaire, solidaire de ces populations, s'oppose à une exploitation du centre d'enfouissement d'Allemant au-delà du 30 juin 2015 et au projet d'agrandissement de celui-ci

Délégués titulaires en exercice : 42

Titulaires Présents : 31

Présents titulaires et suppléants : 34

Suppléants présents sans voix délibérative : 2

Suppléants présents avec voix délibérative : 1

Délibération adoptée à l'unanimité

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits
La Présidente



M. Benoit PERIN, Membre de l'association VIE ET PAYSAGES

Date : le mercredi 18 septembre 2013 à 14h00

Acteur : Vie et Paysages

Personnes rencontrées : Benoit PERIN (Membre et représentant le Président de Vie et Paysages)

Remarque préliminaire : Lors de l'audition, l'association a lu et remis un document qu'elle a produit sur la gestion des déchets en général et sur le site d'Allemant en particulier. Ce document, présenté en annexe se suffit à lui-même. Il ne sera pas repris dans ce compte-rendu. Seuls les éléments complémentaires, fruits des échanges avec la Commission sont donc transcrits.

1. Présentation de l'acteur

Vie et Paysages est une association de défense de l'environnement basée dans le sud de l'Aisne. Son action rayonne au niveau départemental. Elle traite notamment de la problématique des déchets. A ce titre, elle est membre de la Commission consultative d'élaboration et de suivi du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux. L'association est également représentée au sein du Comité scientifique pour la qualité de l'air.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

L'étanchéité du dispositif de couverture définitive des casiers est incertaine.

2.2. Communication

La CLIS (ou CSS) est et doit rester le lieu de communication privilégié entre les acteurs. Après levée des garanties financières, à l'issue de la période de garantie post-trentenaire, il sera important que le bilan soit communiqué en Commission de suivi de site. Il existe, malgré tout, un problème généralisé de confiance envers l'exploitant. Le manque d'informations concernant les suites données aux arrêtés de mise en demeure, qu'il s'agisse des suites techniques ou des sanctions pénales, est évident.

3. Les actions engagées par l'acteur

Pour ne citer que ces deux engagements, l'association est membre de la Commission consultative d'élaboration et de suivi du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux. L'association est également représentée au sein du Comité scientifique pour la qualité de l'air. Par ailleurs, elle milite, entre autres, pour une réduction à la source de la quantité de déchets produits et la mise en place de solutions de pré-traitement.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

L'association privilégie la réduction à la source des quantités de déchets produits par le biais d'actions de prévention et la mise en place d'une tarification incitative. Elle demande à ce que l'état des réseaux de captage du biogaz et de lixiviats soit vérifié pendant la période de post-exploitation trentenaire.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

- *Qualité de l'air*

La création d'un Comité scientifique pour la qualité de l'air est une bonne idée, dans la mesure où il s'agit d'un comité pluridisciplinaire, garant d'une certaine indépendance. Les mesures réalisées appellent néanmoins la question de l'impact sur la santé. L'association préconise donc la réalisation d'une nouvelle étude ou de nouvelles investigations, à vocation « sanitaires » cette fois.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

Voir note jointe.

6. Allemant : après juin 2015

L'association estime qu'une extension du site ou une poursuite d'activité ne peut être acceptée si, aujourd'hui déjà, le site n'est pas en conformité.

Pièces remises lors de l'audition :

1- liste d'observations pour la rédaction du « livre blanc » du 12 septembre 2013

Observations « rédaction du livre blanc » par l'association Vie & Paysages Installation de stockage de déchets implantée à Allemant (02)

Les installations de stockage de déchets non dangereux contribuent au réchauffement climatique de la planète et la France s'est engagée à diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre avant 2050.

Les collectivités territoriales ont une grande capacité à sensibiliser la population sur des sujets aussi importants que celui de la gestion et du traitement des déchets ménagers et assimilés. Il n'y a pas de gestion responsable des déchets sans efforts financiers, pédagogie, transparence, volonté politique et participation de tous.

Faisant suite à la conférence environnementale, des mesures ont été proposées l'an passé afin « d'amorcer la transition vers une fiscalité écologique » pour se conformer à la législation européenne. Un projet de loi prévoit d'étendre la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) à de nouvelles substances qui impacteront inévitablement les installations de stockage. Concernant le traitement des déchets ménagers et assimilés dans l'Aisne, l'évolution législative internationale et française de ces dernières années n'a certainement pas suffisamment pris en compte la hausse différentielle de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). La Chambre Régionale des Comptes de Picardie, note dans son dernier rapport, que les nouvelles dispositions législatives et réglementaires, qui ont entraîné une forte augmentation de la taxe générale sur les activités polluantes pour les déchets non valorisés, apparaissent moins favorables à la solution du stockage retenue pour le traitement des déchets résiduels dans l'Aisne.

Pour l'association Vie & Paysages, le durcissement des conditions d'admission en centre de stockage pour les déchets valorisables est inévitable. Il semble évident que la TGAP déchets sera à nouveau réformée à l'occasion du projet de loi de finances 2014.

Il paraît urgent d'investir sur le futur et de prendre en compte le développement des collectes séparatives et des techniques de valorisation, avant enfouissement, pour diminuer la quantité de déchets vouée au stockage. Prévoir la réduction progressive des déchets biodégradables stockés doit rester une priorité.

L'ambiguïté qui règne autour des mots « déchets ultimes » ne peut plus faire l'objet de confusion car la présence de déchets valorisables dans les centres de stockage est intolérable. La rédaction d'une liste de déchets véritablement ultimes, s'avère indispensable et complémentaire aux actions visant à :

- Sensibiliser la population et les pouvoirs publics sur la nécessité de diminuer la production de déchets.
- Favoriser les éco-gestes, l'échange, le réemploi, le recyclage,
- Privilégier le processus naturel de décomposition et de stabilisation de la matière organique (compostage collectif et individuel).

La « Loi Grenelle 2 » fixe des objectifs qualitatifs et quantitatifs quant à la « gestion durable des

déchets », avec des objectifs de prévention, de tri à la source, de collecte sélective, de valorisation matière (diminuer de 15% les quantités de déchets destinées à l'enfouissement ou à l'incinération, réduire la production d'ordures ménagères de 7% sur 5 ans, limiter à 60% le traitement des déchets dans les installations de stockage et d'incinération etc..).

Par ailleurs, la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement fixe parmi ses objectifs nationaux d'améliorer la gestion des déchets organiques en favorisant la méthanisation et le compostage de la fraction fermentescible des déchets ménagers.

Les riverains du site de stockage de déchets non dangereux d'Allemant (02) manifestent une inquiétude à l'égard de la qualité de l'air environnante et sur les risques sanitaires qui pourraient être liés à l'inhalation de substances émises par le site. Ils subissent des nuisances olfactives depuis de nombreuses années et les connaissances épidémiologiques accumulées à ce jour sont très insuffisantes pour écarter définitivement les risques sanitaires.

Depuis 1996, date d'ouverture de l'installation de stockage de Sita Dectra à Allemant jusqu'à ce jour, il apparait clairement que le site a fait l'objet d'une mauvaise gestion de la part de l'exploitant comme le démontre l'exploitation partielle des casiers de stockage dont l'ordre d'exploitation n'a pas été respecté (couverture provisoire), dès la mise en service du site.

Suite à plusieurs occupations du site par la population locale, plusieurs arrêtés de mise en demeure ont été pris par Monsieur Le Préfet (dernier en date : février 2013), sans véritable réponse judiciaire dissuasive pour l'exploitant.

Au-delà des éléments mentionnés ci-dessus, la transformation du paysage, les risques de pollution de la ressource en eau, l'emplacement historique de l'installation de stockage ne peuvent justifier une extension du site d'enfouissement implanté à Allemant qui doit fermer en 2015.

Le 12 septembre 2013,
Benoît Périn pour l'association Vie & Paysages

M. Alain LEGROS, Président de QUALIT' AISNE

Date : le mercredi 18 septembre 2013 à 15h00

Acteur : Qualit'Aisne

Personnes rencontrées : Alain LEGROS (Président de Qualit'Aisne)

1. Présentation de l'acteur

Association de type loi 1901 basée à Pinon, Qualit'Aisne fut créée en mars 2009 à la suite d'odeurs nauséabondes ressenties principalement sur les communes d'Allemant, de Pinon et de Vauxaillon.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Les premières nuisances de l'hiver 2008-2009 ont été à l'origine de la création de l'association. M. Legros relate, courrier d'une riveraine à l'appui, les conditions de « vie » le temps d'un week-end avec un air irrespirable, suffoquant et irritant.

D'intensité limitée, les odeurs ont, selon lui, repris depuis trois semaines (Ndlr 3 semaines avant l'audition), sans qu'aucun interlocuteur n'est évoqué ce phénomène récent.

Il constate que SITA a demandé (et obtenu) voici deux ans une prolongation de l'arrêté préfectoral pour atteindre 1 700 000 tonnes cumulées au lieu des 1 400 000 tonnes initialement accordées.

Sur la qualité des déchets arrivant au site, il relève également que dans le cadre de ses fonctions passées, un collaborateur du groupe SITA lui a dit qu'on pouvait mettre ce qu'on voulait « dans le trou » puisque rien n'était contrôlé, ce qui l'a naturellement très surpris.

2.2. Communication

L'association a constaté un défaut de communication de la part de l'exploitant au moment des nuisances, et regrette un manque de réactivité. Sur les relations entre les acteurs locaux, il estime par ailleurs que la commune d'Allemant « couvre » l'exploitant dans la mesure où l'exploitant finance un certain nombre d'événements au sein de la commune. Il dénonce également des prises illégales d'intérêt avec des élus du conseil municipal intéressées au projet.

M. Legros précise qu'il a plutôt une bonne impression du travail réalisé ces derniers temps par la DREAL.

3. Les actions engagées par l'acteur

L'association est mobilisée et engage des actions contre la poursuite d'activité du centre.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

L'association propose une mesure générale de suppression des déchets fermentescibles collectés et une valorisation maximale des déchets notamment en pré-collecte. Il cite notamment une collectivité référence en Alsace qui a baissé de 80% les tonnages de déchets collectés.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

- *Qualité de l'air*

L'association a demandé au Préfet des mesures en continu sur le site avec un système d'alerte. Les mesures disséminées dans les communes alentours, qui plus est sur des durées courtes, comme c'est le cas, selon lui, pour la campagne de mesures de l'Ecole des Mines, ne sont en effet pas représentatives des pics de concentrations qui peuvent survenir à tout moment. Or, ces pics constituent un danger pour la santé humaine. M. Legros indique que si l'étude de qualité de l'air conclut à un non-impact sur la santé, la population ne comprendra pas. Il précise qu'il ne remet pas en cause le travail de l'Ecole des Mines, mais il reproche la constitution du Comité scientifique, son fonctionnement et le mode de financement des mesures lié à l'exploitant.

Sur la question des mesures de la qualité de l'air, il évoque la difficulté des mesures dans le cas de l'alliance de plusieurs substances entre elles et de leur effet sur la santé.

Concernant l'impact sur la santé humaine, il estime que l'étude réalisée par l'Agence Régionale de Santé, en voulant obtenir une population statistique représentative, a trop élargi la zone d'étude, et a complètement masqué une concentration réellement élevée de cas de cancers sur la zone Pinon/Allemant. Cette concentration est, pour lui, avérée, et trouve son origine en les dégagements de molécules cancérigènes en provenance du site.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

L'association est opposée à toute extension et à toute poursuite d'activité du site.

M. Jean-Pierre LEGUIEL, Maire de LAFFAUX

Date : le jeudi 19 septembre 2013 à 15h00

Acteur : Mairie de LAFFAUX

Personnes rencontrées : Jean-Pierre LEGUIEL (Maire de LAFFAUX)

1. Présentation de l'acteur

La commune de Laffaux est une des quatre communes limitrophes du site, avec Allemant, commune d'implantation, Pinon et Vauxaillon.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Depuis qu'il est Maire en 2002, M. Leguiel n'a reçu aucune remarque de sa population au sujet des odeurs. La position de la commune, sur le plateau, côté vents dominants, explique que les odeurs ne se dirigent pas préférentiellement vers Laffaux. Elles sont donc rarement ressenties au niveau du « Moulin de Laffaux ».

2.2. Communication

M. Leguiel constate que la communication de la part de l'exploitant au départ du projet et au moment des premiers problèmes a été insuffisante. Il regrette également le manque de réactivité de SITA-DECTRA. Peu concerné par les nuisances, il a peu de contacts avec les autres élus ou les associations sur le sujet. Il regrette toutefois que les associations environnementales locales soient venues manifester dans sa commune le jour même d'une cérémonie militaire en présence de fusiliers marins, le 11 novembre 2012.

3. Les actions engagées par l'acteur

M. Leguiel a participé à certaines réunions de préparation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allemant.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

4.2. Qualité de l'air et autres risques

- *Qualité de l'air*

Sur un éventuel choix de la technique de stockage, M. Leguiel estime le risque d'atteinte de la qualité de l'air plus important en incinération qu'en stockage.

- *Qualité des eaux souterraines*

Il indique que la source de Laffaux, située vers le Moulin de Laffaux, d'après l'avis d'un hydrogéologue agréé, ne peut être affectée par le centre d'enfouissement. La source se situe, en effet, en amont du site.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

La commune ne s'est pas encore officiellement positionnée.

Mme Nicole GASTEL, Présidente de VAUXAILLON NATURE

Date : le lundi 14 octobre 2013 à 15h00

Acteur : Vauxaillon Nature

Personnes rencontrées : Nicole GASTEL (Présidente de Vauxaillon Nature)

1. Présentation de l'acteur

Association de type loi 1901, Vauxaillon Nature est basée à Vauxaillon. Elle se mobilise sur les questions environnementales, dont les déchets et l'impact de l'installation d'Allemant.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Sur l'historique et la situation de l'installation, Mme Gastel évoque trois principaux points. Pour elle, le site d'Allemant est inapproprié : avant son ouverture, un rapport d'hydrogéologue agréé (Marcel Caudron, mai 1995) fait état de conditions non optimum pour réaliser un site de stockage de déchets en raison d'une couche d'argile non uniforme. Le Comité Départemental d'Hygiène avait indiqué par la suite, en janvier 1996, que le site était hydrauliquement sensible. Pourtant, en avril 1996, à l'issue d'une nouvelle réunion du même Comité, le site a été déclaré recevable et un arrêté préfectoral autorisant l'exploitation est publié en août 1996.

Elle note, par ailleurs, qu'à cette période, l'aspect « pollution de l'air » fut trop faiblement abordé. Pourtant, l'impact sur la qualité de l'air de ce genre d'installation est immédiat, tandis que l'impact sur les nappes peut n'être effectif qu'après plusieurs années, en raison des temps de transfert importants des polluants vers celles-ci.

Pour elle, le système est « frauduleux ». Les études initiales du site sont réalisées par SAFEGE, bureau d'études appartenant au même groupe que TRAVADEC, premier exploitant historique du site. Tandis que le rapport du Commissaire enquêteur concluait à un avis favorable avec réserve à l'issue de l'enquête publique, « Picardie Investissement », une société de capital risque, dont le Conseil régional est actionnaire, a investi dans le projet à hauteur de 30%, arguant d'un rapport totalement favorable au projet.

Mme Gastel note, par ailleurs, que la société « Villers Services », partie prenante dans la recherche du site de stockage d'Allemant est basée à Villers-Cotterêts alors que le Président de Région, au moment de l'ouverture du site était Charles Baur, lui-même Maire de Villers-Cotterêts de 1955 à 1989.

Elle dénonce également une manœuvre de communication en annonçant des changements d'exploitants successifs, alors qu'il s'agissait essentiellement de changement de noms d'exploitant : TRAVADEC - DECTRA - SITA DECTRA. De plus, elle s'insurge contre les avantages accordés par SITA à plusieurs acteurs locaux.

Pour elle, l'exploitation est inacceptable. De nombreux dysfonctionnements et manquements ont été relevés par « Vauxaillon Nature » et ont fait régulièrement l'objet de communications à l'Etat ou à l'exploitant directement. En mars 2010, par exemple, des déchets ont été entreposés à même le sol pendant au moins un mois, sans que la DREAL ne soit venue le constater.

Elle déplore, d'une part, que l'Etat n'ait plus les moyens d'assurer une inspection des installations adaptée à la situation et, d'autre part, que la société n'ait jamais été condamnée pour l'ancien site de Vauxaillon, aujourd'hui fermé, ou pour le site d'Allemant. Pour elle, le risque pour la santé des populations riveraines est avéré.

2.2. Communication

Mme Gastel relève un manque de communication adaptée et, surtout, de réponses de la part de SITA-DECTRA notamment au moment des premiers problèmes. Elle considère toutefois que SITA-DECTRA base son action sur beaucoup de communication visant à modérer ou amoindrir les problèmes rencontrés.

De manière générale, elle estime que le reproche d'avoir coupé la communication avec l'exploitant ou les autres acteurs ne peut lui être fait car le dialogue avec l'exploitant est toujours existant.

3. Les actions engagées par l'acteur

L'association est mobilisée et engage des actions contre la poursuite d'activité du centre.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

L'association propose la suppression de l'enfouissement des déchets fermentescibles collectés et une valorisation maximale des déchets produits. Les déchets collectés en déchèterie constituent un énorme gisement de déchets réemployables. Par ailleurs, de plus en plus de structures de valorisation ou de réemploi émergent.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

- *Qualité de l'air*

L'association a demandé à SITA-DECTRA des mesures en continu sur site, notamment lors d'une entrevue le 17 avril 2012. Il y a par ailleurs déjà eu un engagement oral en ce sens, jamais concrétisé.

Concernant le protocole de mesures et le Comité scientifique, l'association estime que la durée de la campagne de mesures est trop faible. Elle pense surtout que c'est sur le site lui-même qu'il faut positionner ces capteurs et non à l'extérieur.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

L'association est opposée à toute extension et à toute poursuite d'activité du site. Dans tous les cas, les acteurs ne peuvent se prononcer sur les mesures proposées sans avoir à disposition un plan global d'actions.

M. Daniel COUNOT et M. Fawaz KARIMET, CONSEILLERS GENERAUX

Date : le lundi 21 octobre 2013 à 15h00

Acteur : Les conseillers généraux des cantons d'Anizy-le-Château (Daniel COUNOT) et de Laon-Nord (Fawaz KARIMET)

Personnes rencontrées : Daniel COUNOT et Fawaz KARIMET

Remarque : Daniel COUNOT est venu accompagné de Monsieur GLANTZLEN, que la Commission, compte-tenu de la seule demande à être entendu qui lui a été faite, accepte de recevoir. Le compte-rendu de son audition est publié dans le livre blanc.

1. Présentation de l'acteur

Daniel Counot et Fawaz Karimet, avec Pierre-Marie Lebée, membres de la Commission, ont été à l'origine du vœu déposé au cours de la réunion de l'Assemblée départementale le 4 février 2013.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

Des signalements de cas de cancers par des particuliers et par des médecins du secteur (fin 2011-début 2012) ont alerté les Conseillers généraux. Ils considèrent qu'il existe un problème de santé publique pour les populations riveraines. Pour eux, le dossier nécessite donc d'être sérieusement étudié. Il est précisé que le lien direct entre le site d'Allemant et les cancers n'est toutefois pas directement établi à ce jour.

L'exploitant est peu réactif, les Conseillers généraux dénoncent le non-respect des arrêtés préfectoraux. Ils ne font confiance ni au site, ni à l'exploitant. Ils estiment par ailleurs que l'Etat n'a pas les moyens de contrôler les installations comme elles devraient l'être.

M. Counot fait des rappels à la loi en citant notamment l'article 3.1.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation où il est fait mention des « ...dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants... ». Il invoque également le principe de précaution qui justifie au final que le site soit rapidement fermé. Sur ce principe de précaution, il fait référence à une étude de l'INSERM parue le 19/02/2012, traitant de l'impact d'une centrale nucléaire.

2.2. Communication

3. Les actions engagées par l'acteur

Les conseillers généraux, avec Pierre-Marie Lebée sont à l'origine du vœu de rédaction d'un livre blanc proposé par le Président du Conseil général.

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

Les conseillers généraux souhaitent que dès le 30 juin 2015, date de fin d'exploitation prévue dans l'arrêté préfectoral, les déchets, fermentescibles ou non, ne soient plus enfouis à Allemant. Ils préconisent une valorisation accrue de tous les types de déchets. Pour la gestion des fermentescibles, une réduction à la source est prônée et pour les fermentescibles collectés, une solution de compostage s'impose.

M. Counot s'interroge sur la pratique de réinjection de lixiviats dans le massif de déchets dont il lui a été fait part. Il pose également la question des possibles apports extérieurs de lixiviats en provenance d'autres sites par exemple.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

- *Qualité de l'air*

Sur la campagne de mesures réalisée par l'Ecole des Mines, M. Karimet ne trouve pas normal que les implantations en certains points stratégiques aient été refusées par les élus locaux.

M. Counot souhaiterait et recommande aux communes qu'avec les recettes perçues par les communes des alentours, issues de l'exploitation du site (a priori, 1,50 euro / tonne reversés aux collectivités), des mesures et analyses soient réalisées pendant un an, durée qui lui semble adaptée pour une analyse solide des odeurs en incluant les phénomènes de pics et leurs éventuels impacts sur la santé.

M. Karimet pose la question de la réelle indépendance, notamment financière, de l'Ecole des Mines de Douai vis-à-vis d'entreprises tierces.

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

Au 30 juin 2015, le site d'Allemant ne doit plus accueillir de déchets, quels qu'ils soient, et quelque soit le niveau de remplissage des casiers à cette date. D'une part et de manière générale, les deux Conseillers généraux estiment que des fermentescibles ne doivent plus être enfouis. La mesure doit, toutefois, être progressive car elle nécessite de lourds investissements et donc, des études en amont. D'autre part, la valorisation des déchets produits doit être accrue, dans le but de réduire l'enfouissement.

Enfin, les déchets qui ne seront plus enfouis à Allemant peuvent être stockés dans les autres centres dont Grisolles.

**M. Jean-Marie GLANTZLEN
(accompagnant de M. Daniel COUNOT)**

Date : le lundi 21 octobre 2013 à 17h00

Acteur : Jean-Marie GLANTZLEN, accompagnant Daniel Counot, a demandé à être auditionné

Personnes rencontrées : Jean-Marie GLANTZLEN

1. Présentation de l'acteur

M. Glantzlen se présente comme un ancien militant écologiste. Il est retraité et a travaillé dans le domaine des déchets, notamment dans la communication, pour le compte de SITA, mais aussi pour d'autres entreprises ou collectivités dans toute la France. Il estime avoir une bonne connaissance de la gestion des déchets de manière générale et connaît bien les installations et les techniques de stockage de l'Aisne. Retraité, il se présente de manière totalement indépendante.

2. Dysfonctionnements / nuisances : historique, origine

2.1. Historique et origine des nuisances

2.2. Communication

M. Glantzlen dénonce les propos quelque peu démagogiques de certaines associations locales opposées au projet, notamment à la suite de la diffusion du film « Supertrash ».

3. Les actions engagées par l'acteur

4. Solutions préconisées / proposées et autres risques

4.1. Captage du biogaz

M. Glantzlen recommande sur le site, la mise en place de géocomposites synthétiques bentonitiques (GSB) plutôt que des géomembranes classiques avec argile. Elles sont, selon lui, plus efficaces.

De manière générale, il préconise la réduction des déchets enfouis dont les fermentescibles par le biais notamment d'actions de communication en matière de tri, la réduction de la dangerosité de déchets, leur valorisation au travers des déchèteries. Il préconise encore la création d'un casier spécial pour y mettre notamment les résidus solides issus du traitement des lixiviats.

Il indique que pour des tailles de casiers plus petites, le « déroulement » de tapis couvrants, afin de limiter la percolation des eaux pluviales, a été expérimenté ailleurs. Cette solution peut être envisagée sur un plan technico-économique.

4.2. Qualité de l'air et autres risques

- *Qualité de l'air*

S'il reconnaît que la technique est discutable notamment parce qu'il existe un risque de tassement différencié des déchets autour des buses, M. Glantzlen recommande que les ouvrages de collecte du biogaz et des lixiviats soient montés à l'avancement. Cette technique permettrait d'éviter les émanations ponctuelles de biogaz lors de la perforation du massif pour l'installation des conduits.

Selon lui, les couches des bébés ou personnes âgées posent un problème particulier et pourrait donner matière à réfléchir à une collecte séparée, en plus de la solution « couches lavables ».

5. Le site d'Allemant dans l'organisation départementale de la gestion des déchets

6. Allemant : après juin 2015

M. Glantzlen recommande de poursuivre l'activité sur le site d'Allemant tout en améliorant l'exploitation, en apportant des garanties. Il souhaite cependant un contrôle plus fréquent des installations, que ce soit par la DREAL ou en instaurant un droit de visite pour des tiers, particulièrement pour les associations, afin de mettre davantage de pression à l'exploitant et le placer face à ses responsabilités.

Il insiste enfin sur l'intérêt à développer les recycleries et notamment un fonctionnement en réseau, constatant, dans l'Aisne, un retard certain.

SYNTHESE DES VISITES DE SITES EXTERIEURS AU DEPARTEMENT

DU 9 AU 10 OCTOBRE 2013

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

La Commission Départementale a souhaité prendre du recul sur la problématique posée. Ainsi, si la situation et le mode de fonctionnement des autres centres de stockage du département sont connus, la Commission a rencontré deux collectivités de l'Est de la France : la Communauté de communes de Sarrebourg et le SMICTOM Alsace Centrale.

Ces deux collectivités possèdent toutes deux des installations de stockage de déchets, avec des problèmes similaires, ou non, à ceux d'Allemagne. Les collectivités sont aussi engagées dans des processus ou des procédés de pré-enfouissement très intéressants, s'agissant de la quantité de déchets à enfouir.

Si les membres de la Commission ont pu se faire une idée assez précise du fonctionnement des collectivités et de leurs installations, il n'y a pas d'intérêt à donner dans ce livre blanc toutes les informations mises à disposition de la Commission. De même, si les chiffres donnent des ordres de grandeur intéressants, et notamment dans une optique de comparaison avec l'Allemagne, il s'agit plutôt de définir des idées générales et des pistes d'action d'ordre qualitatif plutôt que quantitatif.

Communauté de Communes de SARREBOURG (Moselle)

Date de la visite : 9 octobre 2013

Population : environ 20 000 habitants dont Sarrebourg comptant 13 000 habitants

Nombre de communes : huit

Compétences : collecte et traitement des déchets (parmi d'autres compétences)

Installations de traitement : un centre de stockage dont la collectivité est propriétaire d'une capacité annuelle 30 000 tonnes. Il est fait appel à un prestataire pour l'exploitation du site.

Les problèmes rencontrés :

Le centre de stockage de déchets ferme en 2014 avec une méconnaissance des quantités de lixiviats et biogaz produites, traitées ou valorisées.

Les actions mises en œuvre :

Depuis 2010, la collectivité a engagé un programme local de prévention. Elle a instauré une tarification incitative à la levée avec marché en groupement de commandes pour sept communautés de communes. Ce choix a débouché sur un supplément de 25% du tonnage en collecte sélective donc recyclable et de 30% en déchèterie, mais sur une diminution de 54% de déchets enfouis entre 2009 à 2011.

Un projet de méthanisation des déchets issus des métiers de bouche est à l'étude.

La gestion des odeurs sur site s'accompagne d'un jury de nez mis en place avec une campagne de mesures et d'analyses des nuisances et des conditions de couverture des casiers imposées à l'exploitant.

Enfin, une étude du diagnostic de fonctionnement des réseaux biogaz et des lixiviats avec la réalisation d'un bilan entrée/sortie des quantités de lixiviats est engagée.

(Site internet de la collectivité : <http://www.cc-sarrebourg.fr/>)

SMICTOM Alsace Centrale (Bas-Rhin)

Date de la visite : 10 octobre 2013

Population : 124 000 habitants dont Sélestat (près de 20 000 habitants)

Nombre de communes : 89 communes, regroupées en 8 Communautés de Communes

Compétences : collecte et traitement des déchets

Installations de traitement : un centre de tri est couplé à une unité de compostage des ordures ménagères et à un centre de stockage. Le SMICTOM est propriétaire de ces installations. Il les gère en régie sauf pour l'installation de compostage, dont l'exploitation est confiée à Séché.

Les problèmes rencontrés :

L'installation de compostage est vieillissante et des émissions incontrôlées de biogaz existent au niveau de l'installation de stockage de déchets.

Les actions mises en œuvre :

La collectivité s'est engagée dans un programme local de prévention avec une installation de compostage des ordures ménagères novatrice au moment de sa construction, 38% du tonnage d'ordures ménagères résiduelles est transformé en compost. Il est ensuite épandu sur terres agricoles. Le reste (62%) est incinéré ou enfoui mais stabilisé et donc, en général, non fermentescible. L'existence d'une tarification incitative a entraîné une diminution de 24% des déchets collectés entre 2008 et 2011 et une augmentation de 8 à 10% par an de tonnage accueilli en déchèterie avec, aujourd'hui, une réglementation de l'accès par carte de manière à éviter le « tourisme » des déchets.

Quant à la gestion des odeurs sur le site, une cartographie des émissions diffuses de biogaz est réalisée par scanner.

(Site internet de la collectivité : <http://www.smictom-alsacecentrale.fr>)

GLOSSAIRE

Biogaz

Le biogaz est un mélange de gaz résultant du processus de dégradation biologique des matières organiques en l'absence d'oxygène (anaérobie). Il contient majoritairement du méthane (CH₄) et du dioxyde de carbone (CO₂). Il est produit dans les installations de stockage des déchets ou encore dans les méthaniseurs. Combustible, il peut être valorisé énergétiquement. Il doit sinon être détruit par combustion car, d'une part, il peut être à l'origine d'importantes nuisances notamment olfactives et, d'autre part, il demeure un puissant gaz à effet de serre.

Bioréacteur

La gestion en bioréacteur des installations de stockage de déchets non dangereux consiste à accélérer les processus de dégradation et de stabilisation des déchets dans une enceinte confinée. Cette accélération est opérée par la maîtrise des principaux facteurs d'optimisation de l'activité microbienne : humidité, température et nature du déchet. Dans la réalité, le bioréacteur est souvent lié à la recirculation de lixiviats mais toujours dans l'objectif de limiter les impacts environnementaux.

CLIS

La Commission Locale d'Information et de Surveillance constitue une instance de concertation ayant pour but d'informer le public sur les effets des activités d'installation de traitement de déchets, sur la santé et l'environnement. Le Préfet peut créer une CLIS pour chaque installation de traitement de déchets soumise à autorisation. Il est tenu d'en créer une pour tout centre collectif de stockage de déchets ultimes ou industriels spéciaux, ou lorsque la demande en est faite par l'une des communes située à l'intérieur du périmètre d'affichage de l'enquête publique. La CLIS est composée, à parts égales, de représentants d'administrations publiques, de l'exploitant, de collectivités territoriales et d'associations de protection de l'environnement concernées ou de riverains. On parle encore, plus récemment, de la Commission de Suivi de Site (**CSS**).

CH₄

Formule chimique du méthane. Ce gaz produit lors de la dégradation anaérobie et contribuant à l'effet de serre constitue le principal constituant combustible du biogaz et du gaz naturel.

Compostage

Le compostage est un procédé de dégradation aérobie (en présence d'oxygène) de matières fermentescibles dans des conditions contrôlées. Il permet l'obtention d'une matière fertilisante stabilisée riche en composés humiques, le compost, susceptible d'être utilisé, s'il est de qualité suffisante, comme amendement organique améliorant la structure et la fertilité des sols.

Le compostage s'accompagne d'un dégagement de chaleur et de gaz, essentiellement du gaz carbonique si l'aération est suffisante.

On distingue : le compostage domestique réalisé par les ménages, celui de proximité dans des installations simples et le compostage industriel dans des installations de moyenne ou de grande capacité.

DREAL

Service régional du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du Ministère de l'égalité des territoires et du logement, la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) est née de la fusion en 2009 des anciennes directions régionales de l'environnement (DIREN), de l'équipement (DRE), de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE), dont elle a repris l'ensemble des missions à l'exception du développement industriel et de la métrologie. La DREAL pilote, sous l'autorité du Préfet de Région, les politiques du développement durable, des transports et du logement. Les inspecteurs de la DREAL assurent, pour le compte des Préfets, le suivi des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.).

H₂S

Hydrogène Sulfuré. Un gaz toxique et incolore. Il possède l'odeur caractéristique « d'œufs pourris ». Il se dégage des matières organiques en décomposition en milieu anaérobie. On le retrouve en petite quantité dans le biogaz (très inférieure à la quantité de CH₄ et CO₂). Il est mortel à très haute concentration.

ISDND

Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux. L'ISDND est une installation d'élimination des déchets par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre qui respecte la réglementation en vigueur, notamment le système de drainage des lixiviats et de captation du biogaz produit. Les installations de stockage sont aussi couramment dénommées centre de stockage (CSD) ou centre d'enfouissement technique (CET). On distingue les ISDND pour déchets non dangereux, celles pour les déchets dangereux et une troisième catégorie pour les déchets inertes.

Méthanisation

La méthanisation est un processus naturel de dégradation de la matière organique par «fermentation anaérobie» (raréfaction d'air) dans un bioréacteur appelé méthaniseur ou digesteur. La méthanisation conduit à la production de biogaz essentiellement constitué de méthane et d'un digestat éventuellement valorisable, selon sa qualité, après compostage.

La méthanisation concerne plus particulièrement les déchets organiques riches en eau et à fort pouvoir fermentescible : fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), boues de station d'épuration, graisses et matières de vidange, certains déchets des industries agroalimentaires et certains déchets agricoles.

OMR

Ordures Ménagères Résiduelles. Il s'agit des déchets non recyclables qui ne font pas l'objet d'une collecte sélective. Généralement collectés dans la poubelle grise, ou noire, les OMR sont ensuite acheminées vers un site de traitement pour y être éliminées en incinérateur ou en installation de stockage.

Prévention des déchets

Elle désigne l'ensemble des actions possibles avant la gestion des déchets, c'est-à-dire avant qu'un déchet ne soit pris en charge par la collectivité. La prévention a pour objet de réduire la quantité des déchets produits (prév. quantitative) ou leur dangerosité (prév. qualitative). Elle peut concerner tous les acteurs du cycle de vie d'un produit (producteur, distributeur, consommateur). Exemples : Eco-conception, éco-consommation, compostage, réemploi/réparation, stop-pub, lutte contre le gaspillage alimentaire...

Tarification incitative

Système de tarification du service public d'élimination des déchets mettant en corrélation la quantité (en poids ou en volume) de déchets produits par un usager et le montant qu'il devra payer. L'instauration d'une part incitative dans la tarification des déchets constitue une obligation réglementaire issue de la loi Grenelle 1 (03/08/2009) et doit être effective d'ici cinq ans à compter de la parution de la loi.

LETTRE DE MISSION
DU PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
A JEAN-JACQUES THOMAS

Yves DAUDIGNY

Président du Conseil général
Sénateur de l'Aisne

Monsieur Jean-Jacques THOMAS
1^{er} Vice-Président
Conseiller général du canton d'HIRSON
Maire d'HIRSON
153, rue Charles de Gaulle
02500 HIRSON

Laon, le 28 mars 2013

Réf. : YD/MP/MB/123/2013

Monsieur le Vice-Président,

Le 4 février dernier, l'Assemblée départementale a adopté un vœu relatif au centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'ALLEMANT décidant l'élaboration d'un livre blanc sur l'exploitation de ce site.

J'ai décidé de mettre en place une commission plurielle *ad-hoc* pour rédiger ce livre blanc composé d'un représentant de chaque groupe politique constitutif de l'Assemblée départementale qui ne soit ni juge et ni partie. Il en va de la sérénité des réflexions que mènera, dans les prochains mois, la commission.

J'ai souhaité que vous puissiez présider cette commission en votre qualité de président de la commission consultative pour l'élaboration du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux qui se substitue à l'actuel plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Sous votre présidence, la commission pourra librement définir son calendrier de travail avec objectif une remise de ces conclusions pour la fin septembre 2013.



Je vous invite à auditionner et consulter très largement l'ensemble des acteurs concernés, tant les élus locaux du territoire comme des communes d'ALLEMANT et de PINON, que les associations environnementales et citoyennes et les représentants de l'entreprise SITA DECTRA qui gère le site et tout autre personne ou organisme que la commission jugera nécessaire d'entendre.

Un appui technique sera assuré par les services du Conseil général et par le collaborateur de mon Cabinet en charge du suivi des politiques environnementales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-Président, l'expression de mes sentiments dévoués et les plus cordiaux.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Y. Daudigny' with a stylized flourish at the end.

Yves DAUDIGNY

REMERCIEMENTS

Le Président de la Commission tient à remercier Noël GENTEUR, Michel LAVIOLETTE, Pierre-Marie LEBEE, Serge VALLEE et Isabelle VASSEUR pour leur implication et participation aux travaux ayant conduit à l'élaboration de ce livre blanc, ainsi que le personnel des services du Conseil général dont Sabine CORCY, Philippe COZETTE et leurs collaborateurs pour l'accompagnement en terme de secrétariat de la Commission.

Il remercie également Roland KLEIN, Président de la Communauté de communes de l'Agglomération de Sarrebourg, et Hyacinthe HOPFNER, responsable du service déchets, ainsi que Jean-Pierre PIELA, Président du SMICTOM d'Alsace Centrale, Jean-Marie HAEFFELI, Vice-Président, Jean-Luc PATRIS, Directeur général et leurs collaborateurs Olga BOIDOT et Joël WENDLING, pour l'accueil réservé lors des visites réalisées et la clarté de leurs propos.

Enfin, il remercie les différentes personnes auditionnées pour leur franche collaboration et pour s'être livrées sans retenue.

